

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 49 (1162) - 11 décembre 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

## Mon facteur un espion de la gendarmerie? Jamais!



**Pas de  
nouvelle Gestapo!  
Démantèlement de la gendarmerie**



## Le peuple zaïrois se soulève

Julie Blondeel, Sabine De Mont, Frank Sonck

Une délégation de *Médecine pour le Tiers Monde* a visité l'est du Zaïre du 16 au 30 novembre. Les coordinateurs Frank Sonck et Martine Raeymaeckers et les étudiantes Julie Blondeel et Sabine De Mont s'y sont entretenus avec la population et ont rencontré les chefs des rebelles à Bukavu. Ils étaient les premiers Occidentaux à visiter Uvira après la libération. Le peuple zaïrois s'y est débarrassée du joug de l'oppression et commence la construction d'une société démocratique.

# Dans le Kivu libéré

«Nous sommes venus pour vous libérer de notre ennemi commun»

Kasongo a 36 ans. Il travaille comme ingénieur en électronique à la station de télévision locale à Bukavu. «Dès la mi-octobre, l'armée zaïroise (FAZ) avait remarqué la présence de rebelles à Uvira et elle avait acheminé des renforts de Kinshasa. Vers le 25 octobre, ces troupes ont été complètement anéanties à Uvira. Dans la débâcle, les soldats sont venus vers nous. Ils se sont battus pendant trois jours et ils n'avaient plus rien à manger. Ensuite, ils se sont retirés en pillant. Personne n'osait encore s'aventurer dans la ville avec sa voiture, de crainte que les militaires la lui volent.»

### Les mêmes problèmes qu'au Rwanda

Kasongo est originaire du Kasai. Jusqu'en 1993, il a travaillé pour la Gécamines dans la province du Shaba. Il a dû fuir la région, lorsque le gouvernement a commencé à inciter la population à s'attaquer aux personnes originaires du Kasai. Il sait donc ce que signifie la haine ethnique. «Le lundi 28 octobre au matin, j'ai vu quatre cadavres dans la ville. Quatre Tutsi qui avaient été égorgés. C'étaient des gens avec qui nous vivions depuis des années et avec qui nous buvions régulièrement un verre. Des véhicules militaires ont transporté des groupes de personnes vers le camp de la garde civile, où ils ont été assassinés. Je me suis dit alors : à présent, nous allons avoir chez nous les mêmes problèmes qu'au Rwanda. La tuerie avait été ordonnée par le gouvernement de Kinshasa. Début octobre, le parti de Mobutu avait encore organisé

une marche de la colère contre les Banyamulenge (Zaïrois d'origine rwandaise qui vivent depuis au Zaïre depuis des générations). Mais beaucoup ont refusé de participer à cette manifestation. Le mardi matin, on ne voyait plus personne dans la ville, hormis les militaires. Près de la cathédrale j'ai trouvé deux femmes Tutsi assassinées. A côté de l'une d'elles, un bébé pleurait. Je suis rentré à la maison. De 14 heures jusqu'au soir, nous avons entendu des coups de feu. On nous a raconté que l'ancienne armée rwandaise du régime génocidaire tentait de pénétrer au Rwanda à partir des camps de réfugiés et que l'armée zaïroise la couvrait par ses tirs. Le mercredi matin, j'ai vu fuir trois soldats d'élite. Nous n'y comprenons rien. Nous ne savions pas encore que la ville de Bukavu était déjà aux mains de l'Alliance.»\*

### Informier le peuple

Des révoltes ouvertes éclatent partout au Zaïre. Dans plusieurs provinces, des fronts se constituent. Pour l'Alliance, il s'agit de consolider les positions dans ces régions libérées en travaillant au sein de la population : informer les gens sur la situation et des objectifs de l'alliance, les mobiliser pour la lutte et la reconstruction. Dans les quartiers populaires surtout, les gens ne sont pas au courant de la situation. Ils ne se basent que sur des rumeurs. L'alliance veut remédier immédiatement à ce problème. Dans chaque région, il y a un responsable de l'information du peuple.

Le samedi 2 novembre, trois jours



Sabine De Mont effectue un reportage dans un quartier populaire de Bukavu avec la *Radio du Peuple*.

après la libération de Bukavu, l'Alliance a organisé un meeting. Benjamin, étudiant de 22 ans, était présent : «Au début, beaucoup de gens craignaient qu'on les rassemble pour les tuer. Mais les rebelles leur disaient : "Si nous avions voulu vous tuer, nous aurions pu le faire depuis longtemps. Nous sommes venus vous libérer d'un ennemi commun. Rentrez chez vous en toute tranquillité."» Un autre témoin raconte que lors de ce premier meeting, près de 1.800 personnes se sont présentées pour rejoindre les rangs des rebelles. Pendant notre visite à Uvira, nous avons vu des cadres de l'Alliance tenir des assemblées populaires improvisées dans les rues. Ils parlaient de la situation au front. Les discussions étaient animées. Les gens pouvaient poser leurs questions et exposer leurs griefs. L'Alliance connaît une grande popularité, surtout parmi les jeunes. Nous avons vu chaque jour des camions transportant de nouvelles recrues vers le front.

La zone libérée s'est rapidement étendue ces quatre dernières semaines. Au sud, la ligne de front se situe pour le moment à la hauteur de Baraka et de Fizi. Les villes de Bukavu et d'Uvira ont été conquises en un jour. A aucun endroit, nous n'avons vu des impacts de balles ou de mortiers sur les façades. Manifestement, les

combats ont été très limités. La population en a assez du régime de Mobutu et accueille avec joie ceux qu'elle considère comme des libérateurs. Plutôt que des groupes de rebelles à l'assaut, nous avons vu partout l'effondrement du régime.

Kasongo nous a encore dit à propos des Banyamulenge : «Il est erroné de prétendre que les rebelles viennent de l'étranger. Depuis ma naissance, j'ai connu des Banyamulenge dans ma région.» Nous mêmes nous avons d'ailleurs très rarement entendu parler le kinyarwanda (langue des Rwandais et des Banyamulenge) et encore moins l'anglais. La grande majorité des rebelles parlent exclusivement le swahili (la langue commune dans toute la région).

### Nouvelle autorité et démocratie populaire

Le vendredi 22 novembre, nous avons assisté à Bukavu à la cérémonie au cours de laquelle les nouvelles autorités ont prêté serment. Laurent Kabila, dirigeant de l'Alliance : «A présent, il y a une administration pour toute la région du Kivu. Il n'y a pas de vide du pouvoir. Au début, un certain chaos a régné à Bukavu, parce qu'il n'y avait pas d'organe de

pouvoir. Je crois que ceci est un pas important dans le sens de la démocratie et pour pouvoir satisfaire la demande de changement au sein de la population. Les institutions publiques comme la Justice et l'administration fonctionnaient encore mais à un rythme très lent et elles étaient souvent corrompues.» La nouvelle administration est provisoire. «Nous avons créé une commission qui a procédé à des enquêtes ciblées parmi la population, poursuit Laurent Kabila. Il ne s'agissait pas d'élections. De cette façon, nous avons trouvé un certain nombre de candidats crédibles pour la population. Mais c'est une administration provisoire. Nous la soumettrons par la suite à la volonté de la population.»

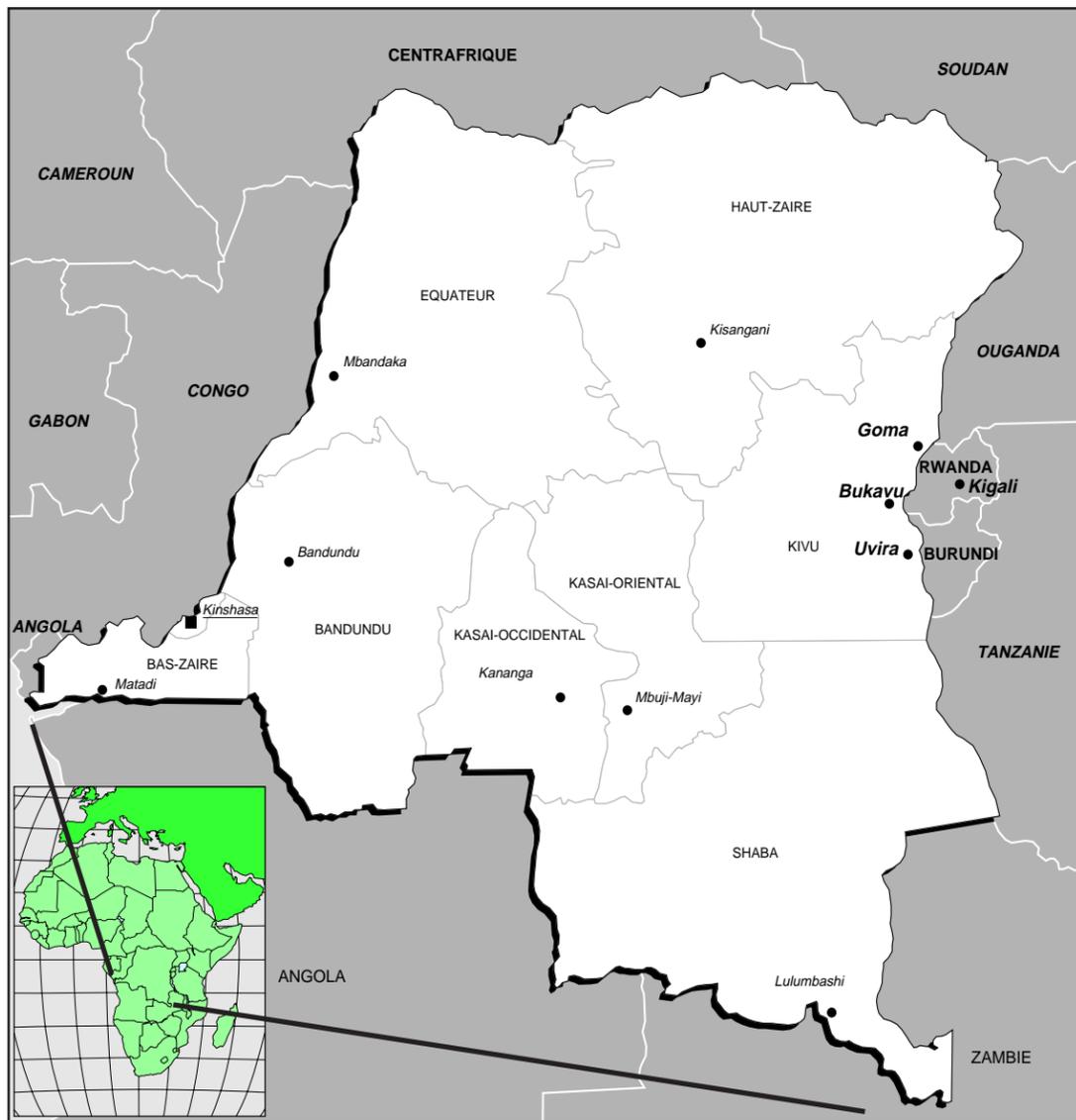
La démocratie populaire est développée par la création de comités de base réunissant les représentants des quartiers. Ces comités organisent l'aide réciproque et on y discute des problèmes locaux. Cette structure permet également aux responsables de dialoguer avec la population et de déceler les problèmes en interrogeant les gens.

\* Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, le mouvement de libération dirigé par Laurent Kabila.

## La voix du peuple

A Bukavu, la chaîne de radio et de télévision *La voix du Zaïre* est devenue la *Radio du Peuple*. Elle diffuse les réactions des gens. Le but est de rassurer les exilés. Ses reportages démontrent également que la lutte de l'Alliance est aussi celle du peuple contre la misère. Presque tous les membres de

l'équipe travaillaient pour la "société civile". Plusieurs expriment leur amertume : ils n'ont pu qu'assister à la dégradation des conditions de vie de la population. Certaines parties de la société civile n'ont d'ailleurs pas hésité à collaborer aux campagnes de haine raciste du régime de Mobutu.



Carte Solidaire

## «Nous en avons ras-le-bol du régime de Mobutu»

Des habitants des quartiers populaires témoignent

Julie Blondeel s'est adressée aux habitants des quartiers populaires de Bukavu et d'Uvira, mais aussi à des jeunes, des intellectuels et des commerçants. Ils parlent de ce qu'ils ont vécu ces dernières semaines.

La plupart étaient enthousiastes quand nous leur demandions de raconter ce qui s'était passé. Nous avons interrogé des gens dans deux villes du Sud-Kivu : Bukavu et Uvira. Leurs réactions étaient quasi identiques. La première chose qu'ils nous disaient c'est qu'ils avaient faim, parce que la nourriture coûte trop cher et parce qu'ils n'ont pas d'emploi. «Je dois me contenter d'un repas par jour, le matin : du thé et une tranche de pain», nous a expliqué un étudiant. Beaucoup d'autres doivent patienter parfois trois jours avant de trouver à manger. La solidarité est grande : ceux qui ont de la nourriture invitent les voisins à partager leur maigre repas. «J'ai perdu mon emploi et je ne suis plus en mesure de nourrir ma famille», nous confie un père de sept enfants. Depuis que la guerre a éclaté, c'est le chaos. Tout le monde a perdu son emploi et les gens errent dans les rues dans l'espoir de trouver un petit travail. Tous estiment qu'un changement est nécessaire, que le régime de Mobutu est pourri et qu'il n'engen-

dre que la misère. «Personne ne s'est jamais chargé de réparer cette rue, depuis des années !», nous dit un homme en désignant les rues de Bukavu. A certains endroits, la route est presque impraticable. Dans le quartier populaire de Nyamugo près de Bukavu, quatorze familles ont péri lors d'une inondation. Aucun effort n'avait été entrepris pour faire déménager ces gens vers un autre quartier. Ils habitaient au pied d'une colline érodée. Personne n'a jamais entrepris quoi que ce soit pour y remédier.

«Avant, nous expliquait un homme, ceux qui voulaient traverser la frontière entre Bukavu et le Rwanda, devaient payer des sommes énormes. Ils devaient passer par seize services différents, sans oublier quatre à cinq services non officiels. Situation d'autant plus scandaleuse si l'on sait combien d'ONG travaillaient ici. Au lieu du développement, c'est la misère et la faim que nous connaissons dans notre région.»

**«Je peux enfin sortir de chez moi sans être arrêtée»**

Depuis que l'Alliance des rebelles contrôle la région, les gens se sentent plus en sécurité. Mais ils ne

voient pas encore clairement ce que leur apportera l'avenir. Nombre de jeunes et d'intellectuels ont rejoint l'Alliance et sont prêts à collaborer à la libération de leur pays. Les gens les plus démunis, même s'ils n'ont pas encore une idée arrêtée sur les rebelles, déclarent que depuis leur arrivée et le départ des FAZ (les forces armées zaïroises) la situation est très calme. Le commerce a repris et les gens sortent à nouveau tranquillement dans la rue. «Je peux enfin sortir de chez moi, sans être contrôlé à tout bout de champ, nous dit une femme. Il n'y a plus de soldats pour m'arrêter et me prendre mon argent dans mon sac.» «Les soldats des FAZ avaient emporté tous les vivres et, pendant la guerre, ils volaient toutes les voitures», ajoute un vieil homme. «Les soldats ne touchent que deux dollars par mois, ce qui explique leur agressivité et les pillages. L'armée de Mobutu est complètement pourrie», confirme un enseignant.

En général les gens sont soulagés, mais ils s'attendent encore à beaucoup de changements. Une partie importante de la population a confiance dans l'Alliance, d'autres restent dans l'attente. De toute manière, ils se réjouissent d'être respectés par les nouveaux dirigeants. Un vent de paix et de liberté traverse le Sud-Kivu.

## Un système pourri s'effondre

Kinkela Vi Kan'sy était secrétaire de la Conférence nationale. Aujourd'hui, il est le président du *Front Patriotique*, un parti de l'opposition, surtout actif dans la capitale. Il nous a déclaré la semaine dernière : «Les gens commencent à réaliser que ce gouvernement est un tigre en papier. Peu le diront ouvertement, mais quand on leur parle à la maison, ils vous diront qu'ils attendent l'arrivée de Kabila pour qu'il les libère d'un système fondé sur le vol, le viol et le pillage.»

Les faits confirment de plus en plus cette analyse. Le 28 novembre, la ville de Butembo est tombée. Elle est située à 200 km au nord de Goma. «Il n'y

a pas eu un seul tir. Trop occupés à piller, les soldats de l'armée zaïroise n'a même pas défendu la ville. Selon les pères Assomptionnistes qui ont une mission dans la ville, les rebelles sont accueillis en libérateurs» (*Het Volk*, 29 novembre 1996). Les rebelles se rapprochent de Kisangani. Mais à Mbuji-Mayi, la capitale du Kasai oriental, la situation est également tendue. La semaine dernière, les soldats qui montaient la garde devant le bâtiment de l'administration provinciale ont immédiatement enlevé leurs habits militaires en entendant le bruit d'hélicoptères. Ils étaient persuadés que c'étaient les rebelles qui arrivaient.

## Médecine au service du peuple

L'un des principaux problèmes de la population est le manque de médicaments. Les stocks ont été pillés. L'approvisionnement en eau potable est très irrégulier. Uvira est privée d'électricité. Il y a également une pénurie de carburant et de pièces de rechange.

Mais la population retousse les manches. Le 18 novembre, l'ancien dispensaire de l'armée zaïroise a été rouvert par les Forces Armées Populaires (l'armée des rebelles). Le docteur Runyambo et son assistant Bizur ont réuni une équipe médicale qui soigne gratuitement 50 patients par jour avec le peu de matériel abandonné sur place. Dans l'hôpital d'Uvira, une

cinquante d'infirmiers travaillent jour et nuit sans toucher aucune rémunération.

Parfois ils donnent leur propre sang pendant une opération, parce qu'il n'y a plus de sérum sanguin. Ils tiennent environ 260 consultations par jour. Les opérations sont effectuées par des infirmiers, faute de médecins.

Les deux centres hospitaliers offrent des soins gratuits à tout le monde sans distinction d'origine. Ils comptent bien poursuivre cette pratique. C'est leur contribution au combat de l'Alliance pour la démocratie au profit du peuple zaïrois. Jusqu'à présent, ils n'ont guère bénéficié d'aide de l'extérieur.

## Voyage au Rwanda et au Kivu à Noël

Médecine pour le Tiers Monde organise une deuxième mission d'enquête du 20 décembre au 4 janvier.

Au Rwanda, les participants recueilleront des témoignages et informations sur l'accueil des réfugiés, la reconstruction de logements, la lutte pour la justice. Ils collaboreront également au projet de Médecine

pour le Tiers Monde à Runda. Au Zaïre, ils établiront des contacts avec l'Alliance et rassembleront des témoignages sur la libération du Zaïre par la population.

Intéressé(e) ? Contactez rapidement Médecine pour le Tiers Monde au 02/513.53.86. Les frais du voyage sont estimés à 35.000 francs.

## Soutien à la reconstruction du Rwanda

Après deux ans, les réfugiés sont enfin libérés de l'ancienne armée rwandaise et des milices Interahamwe. Quelque 600.000 réfugiés sont déjà rentrés au Rwanda. Le manque de logements se fait ressentir davantage. De nombreux survivants du génocide doivent quitter les maisons où s'étaient réfugiés. Au lendemain du génocide, Médecine pour le Tiers monde a opté pour un engagement sur le terrain. Vous pouvez soutenir ce projet de construction de logements et d'unification de la population en versant une contribution au compte 001-1951388-18.

Julie Blondeel, Sabine De Mont et Frank Sonck peuvent témoigner à une soirée que vous organisez vous mêmes, vous pouvez les contacter au 02/



513.53.86. Vous pouvez également obtenir une exposition de photos, une série de diapositives ou une vidéo sur cette mission.

## EDITORIAL

*Non à l'Etat-gendarme*

Herwig Lerouge

Vous ne pourrez plus offrir en toute amitié une tasse de café à notre facteur. Tout ce que vous lui direz risquerait de se retrouver dans l'ordinateur de la gendarmerie. Ne parlez plus à l'agent de Belgacom qui vient réparer votre téléphone de vos problèmes avec votre patron. Vous seriez considéré comme subversif par la gendarmerie. Faites gaffe à ce que vous dites à votre chauffeur de bus, il doit en faire rapport à la gendarmerie. C'est ce que veulent la gendarmerie et Vande Lanotte. Nous serons entourés d'espions. Pour surveiller dix millions d'habitants, l'Etat dispose de 17.000 gendarmes, 19.000 policiers communaux, 1.300 agents de la police judiciaire et de plusieurs milliers d'agents appartenant à l'un des 50 autres corps de police ou services de renseignements belges. Sans parler des flics privés des sociétés de gardiennage, ni des services de sécurité ou de renseignement de l'OTAN et de l'Union Européenne. Cela doit faire environ un policier pour 200 habitants (enfants et vieillards compris). Pas assez, semble-t-il. L'état-major de la gendarmerie et Vande Lanotte veulent embrigader les facteurs, les chauffeurs de bus, les transporteurs de courrier express, avant de passer aux chauffeurs de taxis.

La gendarmerie se comporte comme si elle était déjà au pouvoir. Elle a donné des tâches aux employés d'une entreprise publique sans même en avertir leur direction. Et les dirigeants du SP n'y voient aucun inconvénient. Le SP est à la pointe de la militarisation de toute la société.

De nombreux progressistes ont soutenu le SP lors des dernières élections. Ils espéraient ainsi barrer la route au fascisme. Mais aujourd'hui, c'est le SP qui installe le fascisme. Le modèle de Vande Lanotte c'est Mme Thatcher. Son ministre de l'Intérieur, Michael Howard a lancé la même initiative, voici quelques années. Aujourd'hui les facteurs anglais reçoivent un entraînement pour être «les yeux et les oreilles de la police». (2)

Les 300.000 manifestants voulaient plus de démocratie, plus de justice et que l'on recherche et punisse les hauts placés. Ils reçoivent moins de démocratie et plus de police. Vande Lanotte renforce ceux qui ont saboté l'enquête sur les enfants.

Les syndicalistes doivent jouer leur rôle dans le mouvement, donner des mots d'ordre clairs pour plus de démocratie. Les agents des services publics doivent refuser de collaborer aux plans de la gendarmerie et exiger le démantèlement de son ordinateur. La liberté d'opinion et de conviction politique est garantie par principe dans ce pays. On peut donc établir des fiches de citoyens sur base de leurs opinions politiques.

C'est le moment d'exiger le démantèlement de la gendarmerie. Afin d'arrêter l'Etat policier tant qu'il est encore temps.

# Les postiers : (es)pions de la gendarmerie ?

«Bientôt, ce sera comme du temps des boches !»

**Depuis plus d'un an, la gendarmerie utilise des facteurs de Tirlemont, de Landen et d'Aarschot comme informateurs. Depuis plus d'un an et demi, plus de six cents chauffeurs de bus sont impliqués dans un "projet" du même genre. Des travailleurs externes de Belgacom assument des tâches semblables d'observation.**

Baudouin Deckers

Un véritable putsch de la gendarmerie : sans broncher, la direction de la gendarmerie engage un paquet d'agents des services publics comme informateurs. De toute part, des voix indignées se sont élevées dans les milieux démocratiques. Un postier bruxellois réagit : «Bientôt, ce sera comme du temps des boches !»

La gendarmerie de Louvain encourage les facteurs, les chauffeurs de «De Lijn», les travailleurs de Belgacom, les chauffeurs de taxi et des services de courrier à lui signaler les choses «suspectes» qu'ils observent dans l'exercice de leur fonction. (1) Cette initiative émane du président du SP, Louis Tobback, bourgmestre de Louvain. «Je suis très heureux de pouvoir conclure des arrangements — et j'en ai conclu de très bons — avec la gendarmerie locale. La discussion sur la question de savoir qui peut faire quoi me dépasse complètement.» (2) «La possibilité d'une collaboration entre facteurs zélés et gendarmes est étudiée depuis un an, sur base d'une idée lancée, en 1993, par Johan Vande Lanotte pour des "projets de police de base de qualité".» (3)

La gendarmerie et Vande Lanotte tentent de convaincre les facteurs et les autres informateurs dans les services publics qu'il s'agit de leur propre sécurité. Ou encore qu'ils peuvent contribuer à retrouver la piste d'enfants disparus. «Dans l'affaire Dutroux, on a pu se rendre compte que les témoignages sont essentiels», ajoute Vande Lanotte. (4) Une affirmation scandaleuse. La gendarmerie savait depuis des années de quoi s'occupait Dutroux. Le Bureau central de recherche de la gendarmerie était amplement informé sur son trafic d'en-



Le facteur devra-t-il bientôt signaler si vous recevez du courrier d'organisations progressistes ? Ou si vous accrochez à votre fenêtre une affiche antiraciste ?

fants ! Mais il a sciemment retenu toutes ces informations dans le but d'acquiescer le contrôle sur la Justice et les autres services de police. C'est uniquement la mobilisation et la détermination des parents qui a conduit aux découvertes dramatiques.

La gendarmerie argumente également que la mission d'information des postiers est en quelque sorte un «service en retour» pour la protection qu'elle leur accorde. Il faut observer que les services de police ont officiellement pour tâche de protéger la population, alors que celle des postiers est de distribuer le courrier !

## Cible : les clandestins et les travailleurs en noir

Vande Lanotte explique comment un postier pourrait se rendre utile : «Un facteur peut par exemple transmettre des informations sur les clandestins et les travailleurs en noir.» (5) Le ministre «socialiste» incite ni plus ni moins au racisme et à la chasse aux chômeurs, dans le style du Vlaams Blok ! «Vande Lanotte soutient les racistes dans nos rangs, estime Walter, délégué CGSP dans un bureau de poste à Bruxelles. Ceux-ci ont évidemment réagi avec satisfaction : ainsi nous pourrions nous en prendre aux bougnouls.»

Dans une note adressée aux contrôleurs de la Poste, la gendarmerie parle de «croisade contre le crime». (6) Qui mènera cette croisade ? A qui les postiers transmettront-ils toutes les informations qu'on leur

demande de recueillir ? Au Bureau central de recherche (BCR), dirigé pendant plus de 12 ans par le colonel Luyten, soupçonné de trafic de drogues. Le 14 novembre dernier, la Justice belge a découvert à son domicile privé une longue série de rapports récents et secrets à propos de l'enquête judiciaire en cours contre Willy Van Mechelen, un adjudant de la BSR soupçonné de trafic de drogue. Luyten a été impliqué dans divers trafics de drogue importants. En janvier 1990, le juge d'instruction anversois Van Cauwenberghe a été informé par la douane de l'arrivée au port d'Anvers d'un conteneur de quatre tonnes de haschich. Le colonel Luyten a donné l'ordre à ses collaborateurs du BCR d'assurer à la justice anversoise que le conteneur était vide et de le laisser partir pour les Pays-Bas comme un envoi contrôlé par la gendarmerie. Le conteneur était destiné à une entreprise qui, selon des milieux bien informés, avait été créée par Luyten lui-même. (7)

## Chasse aux syndicalistes, aux démocrates et aux révolutionnaires

C'est le BCR qui a saboté l'enquête sur les enfants disparus en omettant de communiquer toutes les informations sur Dutroux au juge d'instruction de Liège. C'est aussi le BCR qui a saboté l'enquête sur la Bande du Brabant et qui a empêché les gendarmes de Nivelles de poursuivre la piste d'un complot d'extrême droite. (8)

La gendarmerie et Vande Lanotte veulent rassembler d'amples informations sur les options politiques et syndicales de tous les citoyens. C'est ce à quoi s'occupe réellement la gendarmerie. La tâche principale de cette «garde des riches» est précisément de protéger le système capitaliste contre les inévitables mouvements de révolte auxquels la crise pousse les travailleurs.

Le général britannique Kitson a conçu la stratégie du «contrôle de la population», à la base de toute l'activité de la gendarmerie. Les services de renseignements stockent dans leurs ordinateurs toutes les informations «suspectes» apparemment anodines.

Plus le puzzle compte de pièces, plus s'affine l'image qu'ils ont de tous les opposants potentiels. Plus de 400.000 Turcs et leurs connaissances ont été fichés dans le détail par la gendarmerie. Nul doute qu'ils accordent encore plus de soins à fichier en détail tous les syndicalistes, démocrates, révolutionnaires. La véritable tâche que la gendarmerie veut aujourd'hui confier aux postiers, au personnel de Belgacom, aux chauffeurs de bus..., c'est précisément de rassembler les petites pièces du puzzle pour compléter son million et demi de fiches !

1. *De Morgen*, 6 décembre 1996. 2. *De Standaard*, 7 décembre 1996. 3. *Le Soir*, 6 décembre 1996. 4. *Le Soir*, 6 décembre 1996. 5. *De Morgen*, 6 décembre 1996. 6. *De Standaard*, 5 décembre 1996. 7. *De Morgen*, 28 décembre 1996. 8. E. Baudhuin, président de la Fédération Syndicale de la Gendarmerie, à *Controverses*, RTL, 1 octobre 1996.

# Un postier n'est pas un flic !

La CGSP : «Le temps de la Gestapo est passé»

**«C'est une tentative de la gendarmerie pour s'arroger davantage de tâches de police. C'est inadmissible !», déclare Theo Hermans, secrétaire général de la CGSP-Poste à *Solidaire*.**

Gertrude Bongaerts

«Ce n'est pas au facteur de remplir des tâches de police, estime Theo Hermans. Cela comporterait des risques pour le respect du secret professionnel et le caractère confidentiel des informations avec lesquels le personnel entre en contact de par son travail. L'accomplissement de tâches de police saperait aussi la confiance que la population doit avoir en lui.»

La CGSP dénonce: «Nos dirigeants sont-ils conscients que leurs funestes trouvailles tendent à transformer nos citoyens en chasseurs de sorcières ? Les agents des services publics... sont au service du public et non d'un pouvoir fort et centralisé qui les utilisera comme espions. Le temps de la Gestapo est passé.» (1)

Le secteur Poste de la CGSP estime qu'il s'agit d'une «énigme tentative de la gendarmerie de s'arroger le rôle social et local de la police communale et d'accroître ainsi leur monopole du travail de police».

La direction de la Poste s'oppose aussi. Monique Van Trappen, directeur communication : «Ce

n'est pas la tâche du facteur d'être un informateur de la gendarmerie... Nous ne voulons pas être utilisés dans la guerre des polices qui oppose police et gendarmerie.» (2)

Mais la vigilance reste de mise. Le nouveau contrat de gestion de la Poste prévoirait, selon le journal parlé de la BRTn (7 décembre), un recours aux postiers dans la «recherche de personnes disparues» ! Les syndicats doivent mobiliser tous les postiers pour exiger la destruction totale des accords existants entre la gendarmerie et la Poste. Le syndicat doit mettre en discussion la gendarmerie. Les facteurs se présentent dans toutes les maisons. Devront-ils bientôt informer la gendarmerie de qui reçoit du courrier d'organisations progressistes ? Ou de l'identité de ceux qui apposent des affiches antiracistes ?

Il faut supprimer l'ordinateur de la gendarmerie et le remplacer par une banque de données au service de tous les services de police. Elle ne doit contenir que des informations relatives à la lutte contre la criminalité. Sa gestion doit être confiée à un organisme indépen-



«L'accomplissement de tâches de police saperait aussi la fonction sociale du facteur, comme la confiance que la population doit avoir en lui», estime Theo Hermans, secrétaire général de la CGSP-Poste.

nant. Toutes les fiches politiques doivent être éliminées. Chaque citoyen doit avoir le droit de consulter sa fiche. Il pourra ainsi

contrôler qu'elle ne contient aucune donnée illégale. Le sondage d'opinion de *Solidaire* est un instrument idéal pour engager la

discussion sur ce sujet.

1. *La Wallonie*, 8 décembre 1996.  
2. *De Morgen*, 6 décembre 1996.

## Alimenter l'ordinateur de la gendarmerie

Les agents des services publics chargés des pièces du puzzle

Herwig Lerouge

La volonté de l'état-major de la gendarmerie de transformer tous les agents publics en gendarmes auxiliaires n'a rien à voir avec la lutte contre la disparition d'enfants. Les expériences dans la région de Louvain ont été lancées bien avant que n'éclate l'affaire des enfants. Les chauffeurs de bus du Limbourg sont reliés depuis un an et demi à la centrale de la gendarmerie.

D'ailleurs, ce n'est pas par manque d'informations que la gendarmerie n'a pas trouvé les enfants. Le

gendarme Pettens de Charleroi a déclaré la semaine dernière à la commission qu'il savait de cinq sources différentes que Dutroux pourrait très bien avoir enlevé Julie et Mélissa. Le BCR n'a rien transmis à la juge chargée de l'enquête dans le but de faire échouer la PJ et de trouver lui-même les enfants. Il justifie même cette politique criminelle dans un rapport publié par *La Libre Belgique* le 8 décembre : «Le BCR n'est pas chargé de la coordination et de l'échange d'informations entre les parquets.» (p.8)

Mais alors pourquoi la direction de

la gendarmerie veut-elle nourrir son ordinateur avec des informations sur des personnes qui n'ont rien commis, qui ne sont soupçonnés d'aucun délit.

Il est utile de savoir que le BCR a été mis sur pied en juillet 1962, après les grèves de 60-61. Le ministre de la Justice Vermeylen (SP) a demandé, le 15 mai 1962, à la gendarmerie de rassembler à large échelle des informations sur l'opposition extraparlamentaire et de sonder en permanence l'état d'esprit de la classe ouvrière. Entre-temps, l'ordinateur du BCR contient 400.000 photos et 1,5

million de fiches.

La première tâche de la gendarmerie est le maintien de l'ordre. C'est à dire la défense du pouvoir capitaliste. Le capital pense à long terme. Il sait que l'austérité, le chômage, la misère pousseront les travailleurs à la révolte. Il a tremblé la semaine avant la Marche blanche. Des dizaines de milliers de personnes descendaient dans la rue contre la fausse démocratie, la justice de classe, les partis bourgeois corrompus par le capital, contre la gendarmerie qui sabote les enquêtes. La gendarmerie est là pour assurer que cette révolte ne se

transforme pas en révolution. La stratégie pour prévenir la révolution a été élaborée par le général britannique Kitson. Dans cette stratégie, «la recherche et le classement d'informations de bas niveau sont très importants». Il faut tout savoir sur les «sympathisants, les personnes favorables au mouvement insurrectionnel, leur vie quotidienne, leur routine, les détails sur leur vie professionnelle et intime». (1)

Qui est mieux placé que le facteur pour fournir ces informations.

1. La guerre spéciale en Europa, R. Faligot, Flammarion, p. 29.

## La P.J. examine les finances de la toute nouvelle asbl An en Eefje

La semaine passée, Paul Marchal a dû se présenter à la police judiciaire d'Hasselt. Elle voulait l'interroger sur les finances de l'asbl *An en Eefje*. Nous l'avons rencontré.

**Paul Marchal.** Pour rechercher An et Eefje, ils ont fait beaucoup trop peu, mais maintenant que je crée une asbl, ils viennent me trouver tout de suite. La police judiciaire a le droit de contrôler ma comptabilité, mais il est très étrange qu'elle le fasse si rapidement. La PJ d'Hasselt travaille sur ordre du procureur. Je ne sais pas

ce qu'elle recherche exactement. Finalement, elle n'a même pas consulté les comptes.

Le cabinet Dehaene avait promis qu'on me téléphonerait si l'on avait des nouvelles sur le centre pour enfants disparus. Je n'ai plus rien entendu. Ni du cabinet du ministre de la Justice, du reste. Je suis fatigué de certains politiciens, mais pas des objectifs que je me suis fixés : aide aux enfants et aux jeunes et à tout ce qui concerne cette problématique, y compris les institutions et les organisations, etc...

**Ne trouvez-vous pas important que les noms cachés derrière les réseaux soient rendus publics ?**

**Paul Marchal.** Naturellement, je veux toujours que les noms qui se cachent derrière les assassinats et les réseaux soient rendus publics ! Tous ! Il faut qu'ils cessent de mettre la main sur des enfants. Tous ceux qui touchent aux enfants, de n'importe quelle manière, vont à l'encontre de l'amélioration du sort des enfants et ils auront affaire à l'asbl. L'asbl veut aussi agir pour les jeunes, les 18 à 20 ans. Ce ne sont plus des enfants, mais légalement, ils sont moins

protégés qu'eux.

Mercredi passé, lors de notre action contre le dessaisissement du juge devant la Cour de Cassation, il y avait, devant le palais de Justice, 120 gendarmes et de nombreuses barrières Nadar. C'était une autre sensation que pendant la Marche blanche, où nous avons marché parmi tous les gens.

**Faut-il encore des mobilisations de masse ?**

**Paul Marchal.** Avec l'asbl, nous rassemblons beaucoup d'information sur ce que les gens pensent, les

besoins. Nous avons renoncé à en faire la publicité, sinon messieurs les ministres sont prévenus tout de suite.

Il y a partout des manifestations de différentes asbl et c'est bien. Mais je n'exclus pas une nouvelle manifestation de masse. Si l'attention faiblit, je veillerai à ce qu'elle revienne sur l'affaire.

**Asbl An et Eefje**

Singelbeekstraat 151  
3500 Hasselt,  
Tél./fax 011/ 27. 58. 02.  
N° de compte 335-0511161-17.

# Les parlementaires bavardent, la gendarmerie se renforce

Le marxisme et la lutte démocratique (2)

**Langendries, président de la Chambre, appelle tous les partis démocratiques du Parlement à des "assises pour refonder la démocratie". On pourra "parler de tout" (1). Démarrage prévu le 7 décembre. Au même moment, le gouvernement "qui n'a rien à voir avec les assises" (1) examinera en conclave le plan de police unique (2).**

Nadine Rosa-Rosso

Pendant que les parlementaires, affolés par la pluie d'affaires tombant sur la Belgique, se réunissent pour "parler de tout", les ministres feront le vrai travail : perfectionner la gendarmerie, lui soumettre les polices du royaume et réaliser un plan élaboré par... l'état-major de ladite gendarmerie. En 1917 déjà, Lénine dénonçait l'hypocrisie du parlementarisme : «Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc. La véritable besogne d' "Etat" se

fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le "bon peuple"»(3). Sous le prétexte que la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dutroux n'a pas fini ses travaux, aucune information importante n'est révélée au public. Mais l'absence de conclusions de cette même commission n'empêche nullement le gouvernement de discuter déjà de la réforme des polices. La signification est claire : "Causez toujours, messieurs les parlemen-

taires, ce qui a été décidé depuis longtemps en haut lieu se fera de toute façon !"

## L'appareil de répression en continu perfectionnement

En 1980, le président de la Ligue des Droits de l'homme écrivait : «Organisée de façon militaire, soumise à une discipline stricte, disposant d'une autonomie d'action très large, la gendarmerie concentre entre ses mains de plus en plus de pouvoirs et de moyens d'action. Le maintien de l'ordre,... le développement des tâches lors de l'enquête judiciaire (en concurrence avec la police judiciaire), l'extension des missions d'information politique (en concurrence avec la sûreté de l'Etat), les interventions de plus en plus fréquentes dans les grandes communes (en concurrence avec la

police communale), le projet d'un service de la jeunesse (en concurrence avec la police de la jeunesse créée par la loi de 1965). Cette concentration des pouvoirs n'est pas le fruit d'un hasard. Elle a débuté dans les années 30 et s'est accrue de façon constante depuis.» (4) Seize années plus tard, après les tueries du Brabant wallon, après les assassinats d'enfants disparus, pendant que nos parlementaires enquêtent et bavardent sur la démocratie, la gendarmerie se rapproche de son but. Marx soulignait déjà ce mécanisme soixante ans après la révolution française : «tous les bouleversements n'ont fait que perfectionner cette machine (d'Etat) au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur»(5) Le renforcement de l'appareil de répression est une préoccupation constante en période de crise.

Toujours en 1980, le commandant de gendarmerie Beurir appelait ses hommes à se préparer à des troubles sociaux: «Des mesures de restriction sont prises. Mais d'autres mesures devront être décidées, qui vraisemblablement ne seront pas bien accueillies puisqu'elles auront pour objectif d'instaurer une certaine austérité et, par delà, de tenter de restaurer un certain ordre économique. On peut craindre que ces décisions ne conduisent à des mouvements revendicatifs (...) qui peuvent amener des désordres auxquels vous, membres de la gendarmerie, vous devrez faire face afin que l'ordre public soit maintenu» (6). Quels que soient les événements, quelles que soient les discussions dans l'arène parlementaire, la gendarmerie continue à se perfectionner en vue des luttes populaires. Avec les tueries du Brabant wallon, elle a obtenu douze nouveaux canons à eau et 715 nouvelles camionnettes Volkswagen. On les a bien vus à l'oeuvre contre les manifs étudiantes, mais on ne sait toujours pas qui a commandé les tueries...

FICHE MARXISTE N° 1 • Solidaire n° 49, 11 décembre 1996

## La démocratie parlementaire



• «Selon Marx, l'Etat est un organisme de *domination de classe*, un organisme d'*oppression d'une classe par une autre*; c'est la création d'un "ordre" qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes.» (1) L'Etat n'est pas un organisme neutre. Les instructions de la gendarmerie évoquent ouvertement l'intervention des troupes pour mater les révoltes populaires en période de crise.

• «L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat; mais comment pourrait-il en être autrement ?» (2) La vraie nature de l'Etat apparaît aujourd'hui de plus en plus clairement. Comment une poignée de super-riches pourrait-elle imposer ses diktats économiques et sa décadence morale à des millions de travailleurs si elle ne disposait pas de cette force armée ?

• «La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme. Aussi bien le capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise*»(3) Ces dernières années en Belgique, les mêmes mesures antipopulaires, les mêmes plans de renforcement de la gendarmerie se sont poursuivis, quelle que soit la coalition au pouvoir. Des ministres peuvent tomber, la machine d'Etat continue à tourner et à se renforcer.

• «La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par

suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui restent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se "désintéressent de la démocratie" (...). **Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste.**» (4) Depuis les premiers plans antipopulaires de Martens-Gol-Declercq en 1980, on ne compte plus les grèves et les manifestations contre l'austérité pour les travailleurs et l'accroissement de richesses pour les possédants. Pourtant, le gouvernement Dehaene-Di Rupo poursuit dans la même lignée. Pendant des mois, les voix des parents des fillettes disparues ont été étouffées, les recherches sabotées par la gendarmerie. Pourtant, un ministre socialiste continue à vouloir renforcer cette même gendarmerie.

• «On ne peut renverser le capitalisme et l'impérialisme par des réformes démocratiques, si "idéales" soient-elles, mais uniquement par une révolution économique. (...) Mais le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique s'il n'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie.» (5) De plus en plus, des voix s'élèvent en faveur d'un changement fondamental de système. Mais c'est en se battant aujourd'hui pour des revendications démocratiques radicales, comme l'élection des juges par le peuple ou le démantèlement de la gendarmerie, qu'on armera les travailleurs pour la "lutte finale".

1. Lénine, L'Etat et la révolution, *Oeuvres complètes*, Editions du Progrès, Moscou, T. 25, p. 419 - 2. Ibidem, p. 421 - 3. Ibidem p. 426. - 4. Idem, p. 497 - 5. Lénine, Réponse à P. Kievski, *Oeuvres complètes*, Editions du Progrès., Moscou, T. 25, p. 25.

1. *Le Soir*, 3 décembre 1996 - 2. *Solidaire*, 3 décembre 1996 - 3. Lénine, *L'Etat et la révolution*, *Oeuvres complètes*, Editions du Progrès, Moscou, T. 25, pp. 457-458 - 4. Mark De Cock, 15 avril 1980, *Panopticon* 3, cité dans *La politique gouvernementale de Martens-Gol-Declercq*, Parti du Travail de Belgique, 1982 - 5. Marx, cité par Lénine, op.cit. p. 439 - 6. *La politique gouvernementale de Martens-Gol-Declercq*, p. 52.

Nous entreprenons la publication régulière de fiches présentant brièvement des notions fondamentales du marxisme-léninisme en rapport avec l'actualité. Y figurent également, les références à des oeuvres importantes du marxisme. Ces fiches, d'un format uniforme 21/21 cm, peuvent être découpées et conservées dans un classeur A4.

# Schaerbeek, capitale du déshabillage policier

Deux cents jeunes disent leurs quatre vérités au bourgmestre et au commissaire

**Le bourgmestre de Schaerbeek, M. Duriau (FDF) et ses échevins (FDF, PS, PSC et Ecolo) n'ont pas passé leur meilleure soirée, le 4 décembre. Ils avaient eu la bonne idée d'inviter les jeunes de leur commune à "venir dire leurs quatre vérités aux politiciens". Ils étaient plus de deux cents, en majorité immigrés, souvent accompagnés de moniteurs de maisons de jeunes.**

Annemie Cannaearts, Nancy Miniati

A l'entrée, les jeunes reçoivent un tract du PTB qui donne le ton : «Monsieur le Bourgmestre, pourquoi la police de Schaerbeek aime-t-elle tant foutre à poil les gens qui osent se battre pour plus de démocratie ?» Le docteur Claire Geraets, de *Médecine pour le Peuple* à Schaerbeek, avait été obligée de se déshabiller devant la police de Schaerbeek après son arrestation le 20 octobre à la Marche blanche, où elle distribuait un tract du PTB.

Les jeunes se sentent encouragés à cracher leur haine envers la répression qu'ils subissent tous les jours. Parmi les premières questions qui résonnent dans le grand hall : «Pourquoi tant de répression dans les commissariats ? Tant de contrôles dans les rues ?»

Lorsque le docteur Geraets veut intervenir, le bourgmestre Duriau l'interrompt : «Vous avez plus de 25 ans !» et il donne sa version des faits : «Ces femmes faisaient de la propagande politique sur des cadavres !» Pourtant, Duriau est un fervent défenseur de la gendarmerie. Or, celle-ci a saboté l'enquête et s'est rendue ainsi complice de l'assassinat des enfants. Ce qui n'empêche pas Duriau d'attaquer le PTB qui dénonce cette gendarmerie et veut faire éclater la vérité.

«Question suivante !» ordonne le bourgmestre. Et de ridiculiser quelques questions sur le mauvais

aménagement des terrains de football. Les jeunes reviennent ensuite aux contrôles d'identité : «Est-il normal de se faire contrôler et d'être giflé ?» «On se fait fiché sans aucune raison, mon frère a été mis en prison simplement sur base d'un faux témoignage !» Un autre : «A 5h du matin, les flics étaient devant ma porte : on leur avait dit que j'avais agressé une personne». Deux garçons témoignent : «Nous avons été contrôlés, puis emmenés au poste. Obligés de faire des tractions, puis de nous déshabiller. Ils ont même fouillé mon caleçon !» Un autre : «J'ai été fouillé dans la rue, face contre terre, emmené au poste et battu.» Duriau et le commissaire Demol se contentent de répondre : «Ils exagèrent... Bien sûr, des agents peuvent commettre des erreurs, ce sont aussi des êtres humains...»

Ainsi les policiers peuvent frapper et déshabiller des jeunes sans jamais être sanctionnés : tout cela sera considéré comme une erreur humaine. Mais si un travailleur commet la moindre petite erreur dans une entreprise, il sera immédiatement mis à la porte. Et il ne pourra espérer aucun soutien de Duriau.

Un jeune demande : «Pourquoi embêter les jeunes plutôt que d'arrêter les dealers ? On parle beaucoup de délinquance et de sécurité mais on ne fait rien contre la grande criminalité.» Et le commissaire Demol a le culot de répondre : «La criminalité est un



Le docteur Claire Geraets de Médecine pour le Peuple lors de la rencontre. La police l'avait forcée à se déshabiller lorsqu'elle avait été arrêtée à la Marche blanche. Elle avait été arrêtée parce qu'elle distribuait un tract du PTB.

tout, on doit s'attaquer à ce qui est visible...» Les vêtements qui gênent, voilà du visible : «Monsieur le bourgmestre, le port du bonnet est-il interdit à Schaerbeek ? — Bien sûr que non ! — Alors pourquoi me suis-je fait interpellé par vos policiers qui m'ont obligé à l'enlever ? — Vous n'aviez qu'à le

garder !» Eclats de rires dans la salle : «Oui, au cachot sûrement !» A la fin du débat, le bourgmestre offre le verre de l'amitié... Quelle amitié ? Des jeunes de Rebelle appellent les jeunes à ne pas trinquer et beaucoup quittent la maison communale. Rebelle récolte par dizaines les sondages d'opinion

sur l'affaire Nihoul-Dutroux. Deux tiers de ces jeunes pensent que les véritables coupables ne seront jamais connus et que l'état-major de la gendarmerie a saboté l'enquête; un quart est d'avis qu'en Belgique il y a une justice de classe et un quart reconnaît que «nous n'avons nullement besoin d'une gendarmerie» !

## Le flic : «Mais, Madame, vous êtes à Schaerbeek !»

A la Marche blanche, Claire Geraets distribue des tracts du PTB. Elle est arrêtée, puis transférée à Schaerbeek, où elle et son amie sont contraintes de se déshabiller. Elles se révoltent mais les policiers ricanent : «Mais Madame, vous êtes à Schaerbeek, ici !» En effet, cela devient une pratique courante dans ce commissariat. Fin août,

trois autres femmes, dont Joséphine De Prins, 60 ans, y avaient également été obligées de se déshabiller. Elles avaient été arrêtées pour avoir vendu des cartes de soutien pour le comité Julie et Mélissa. «Escroquerie», estimaient le commissaire Demol et le bourgmestre Duriau, malgré que tout était précisé dans *Solidaire*. Imaginez l'effet : se trouver

nue devant des flics, humiliée... Ce sont des pratiques dignes d'un régime fasciste de Turquie... D'autres militants du PTB, qui tenaient un stand à la braderie de Schaerbeek, ont été chassés par l'échevin Van Gorp parce qu'ils vendaient ces mêmes cartes. Au commissariat, on a reconnu... qu'ils ne faisaient rien de répréhensible !

## Qui veut la peau des Forges ?

La Commission européenne veut que Clabecq rembourse 2,2 milliards

Thomas Gounet

Les Forges de Clabecq, une nouvelle fois menacées de fermeture ? Le commissaire européen à la concurrence, le "socialiste" Karel Van Miert (SP), veut, en effet, que la Région wallonne annule son apport de capital à l'entreprise brabançonne, soit 1,5 milliard. Mais, en outre, les 700 millions de francs d'avances fournies par l'Exécutif wallon doivent être remboursés, selon la Commission.

Qui veut vraiment garder les Forges ouvertes ? Depuis un an, la firme de Clabecq se trouve dans une situation difficile. Les patrons privés, notamment la famille

Dessy, n'ont plus mis un franc dans l'entreprise. Début 1996, la Région wallonne, dirigée par le PS, reprend l'affaire en main dans le but de fermer l'usine par étapes.

### La stratégie du PS : fermer en douceur

Dans ce cadre, elle a avancé de l'argent pour les Forges. Elle savait que la Commission allait poser son veto. Mais il fallait gagner du temps et calmer les travailleurs en lutte. Les capitalistes qui s'étaient enrichis sur le dos de la sidérurgie n'étaient pas mis en cause. Et, enfin, le PS et la

Région wallonne pouvaient commencer à affaiblir les travailleurs, en réduisant progressivement l'emploi.

D'abord, un plan de 700 départs naturels en deux ans pour diminuer le personnel de 2.143 à 1.500 environ. Aujourd'hui, après seulement six mois, 400 personnes ont déjà quitté l'entreprise. Ensuite, le repli sur le laminage. Il ne resterait alors que 700 ouvriers. La fermeture finale des Forges en guise d'apothéose de cette stratégie.

Robert Collignon (PS), ministre président de la Région wallonne, craint par dessus tout la lutte des travailleurs. Moins ils sont, plus il sera facile, pense-t-il, de fermer les

Forges en douceur.

Les sidérurgistes et les délégués de Clabecq ont montré, par le passé, leur combativité. En février 1996, ils ont réuni près de 10.000 personnes dans les rues de Tubize. En juin, ils ont fait six jours de grève. Ils ont séquestré le président des Forges, Froidmont (PS). Ils ont manifesté à Namur devant le siège du gouvernement wallon. C'est cette force qui fait trembler les patrons et le PS. C'est cette force qu'ils veulent anéantir, en procédant à une stratégie en étapes. Mais c'est cette force qu'il faut ranimer, sans quoi ce sera la fermeture.

De même, les délégués des Forges ont soudé une alliance avec ceux

de Boël. Aujourd'hui, les deux usines se trouvent confrontées à un plan identique (voir page 14). C'est la même chose à Cockerill Sambre qui doit perdre, selon Gandois, 2.000 postes pour l'an 2000. Face à cette communauté de situations imposée par les patrons de l'acier, les sidérurgistes ont tout intérêt à s'unir sur base d'un programme anticapitaliste : maintien intégral de l'emploi et des outils; pas de fermeture ni totale, ni partielle; 32 heures sans perte de salaire; expropriation des capitalistes privés et constitution d'un fonds par ceux-ci (Boël, Dessy, Frère, Société Générale, Cobepa, ...) pour recapitaliser les firmes sidérurgiques.

# La justice révolutionnaire protège la propriété collective

Notes d'un juge du peuple en Union soviétique (quatrième partie)

**Sous le régime tsariste, la justice était au service de la classe au pouvoir : la noblesse, les grands propriétaires terriens. L'ouvrier ne connaissait pas de justice. Après la révolution d'octobre 1917, les ouvriers et les paysans dirigés par le Parti communiste ont construit un nouvel appareil judiciaire dont la tâche principale était de défendre la propriété collective et le pouvoir des ouvriers et des paysans.**

Georgi Ivanov (\*)

Le juge du peuple est chargé de veiller à ce que les institutions, les organismes, les fonctionnaires et les individus respectent les lois soviétiques. Le but principal de la loi soviétique est de défendre la construction de la société et de l'Etat soviétique, de l'économie populaire et de la propriété socialiste.

## Un crime provoque un autre crime

La justice veille également aux droits et aux intérêts du citoyen soviétique garantis par la constitution de l'Union soviétique et des républiques de l'URSS, qu'il s'agisse de droits politiques, d'emploi, de logement, de propriété ou encore des intérêts légalement établis des institutions de l'Etat, des entreprises, des kolkhozes (fermes collectives, ndlr), des coopératives et d'autres organismes publics.

Lorsque quelqu'un a nui à la propriété de l'Etat ou à la propriété collective et qu'il est cité à comparaître devant le juge, je le considère comme un parasite qui tente de vivre comme un seigneur en profitant des autres, mais aussi comme un ennemi de la société soviétique qui mine les fondements de l'économie populaire. Il ne s'agit pas là de slogans creux. C'est ma ferme conviction. Pour la clarté, je ferai le récit d'une affaire traitée récemment.

Le contremaître Gromobojev travaillait dans une grande usine. Son vieux père, un horloger, s'était trouvé un jour en difficulté ne parvenant pas à s'approvisionner en pièces détachées. Son fils, toujours prêt à aider, avait obtenu qu'un millier de ces pièces soient fabriquées dans son usine avec du matériel appartenant à l'entreprise. Il s'agissait de petites pièces et la fabrication de mille pièces n'avait pas nécessité beaucoup de matière première. Mais il serait erroné de



La justice doit protéger la construction du socialisme. Ce qui comprend la défense des intérêts de la collectivité. Illustration : discussion dans une ferme collective (Huile sur toile, Samuil Adlivankin, 1931)

croire que l'attitude de Gromobojev n'aurait causé qu'un dommage négligeable à l'usine et à l'Etat. L'ampleur du dommage ne se mesure pas à la quantité de métal utilisée. C'est ce qui est apparu lors de la séance du tribunal. Pour la fabrication de la pièce détachée, il avait fallu réaliser des dessins et on avait utilisé du matériel de précision. Les pièces avaient été fabriquées par les ouvriers pendant leur temps de travail. Ils avaient tous perçu leur salaire sous le couvert d'une commande qui n'existait pas en réalité. Cette affaire avait évidemment suscité un climat de conspiration, chaque ouvrier sachant qu'il était complice. Un état d'esprit qui encourage des éléments irresponsables à trafiquer aux frais de l'Etat. Ainsi un crime provoque un autre crime...

## Les plus grands gangsters étaient les plus grands héros

N'est-il pas indéniable que Gromobojev, dont l'unique but était probablement le profit personnel, avait gravement nui à la propriété collective ? Son acte enfreint le principe de Staline selon lequel « il faut créer parmi les ouvriers et les paysans un climat moral qui exclut toute possibilité de vol et l'existence de voleurs et de gens qui nuisent à la propriété du peuple. »

Si ces paroles du camarade Staline

étaient appliquées rigoureusement en toutes circonstances, notre pays serait épargné de bien de dommages.

Dans le passé, les habitants de la Russie considéraient le "domaine de la couronne", la propriété de l'Etat, comme étant prédestiné à être pillée. L'expression "la tarte du tsar" ne signifiait rien d'autre : celui qui parvenait à s'empiffrer avec le plus de gourmandise ne faisait qu'accomplir la volonté de Dieu...

Les rentiers du domaine de la couronne qui s'enrichissaient de manière illégale ne comparaissaient que très rarement devant le tribunal. Le plus grand criminel, pour peu qu'il ait eu de la chance et qu'il soit sorti indemne de la pire escroquerie, était acclamé comme le héros du jour. Il n'arrivait quasiment jamais qu'un simple citoyen, s'il n'avait pas subi de préjudice personnel, porte plainte contre un fonctionnaire de l'Etat pour avoir volé la propriété publique.

Je n'ai jamais été à l'étranger. Mais en lisant les quotidiens et les revues et via les récits de mes collègues, je suis au courant de ce qui se passe par exemple en Amérique, où le roi des criminels a comparu devant le tribunal non pas pour vol ou pour escroquerie, mais... parce qu'il n'avait pas payé l'impôt sur les revenus. Dans ce pays, le pire gangster est un héros adulé. Son histoire est glorifiée dans des films, ses aventures sont racontées dans

des romans et des récits. Il ne s'occupe pas uniquement de ses affaires "louches", mais également de politique...

Chez nous il est tout à fait exclu qu'un malfaiteur et un escroc devienne un héros du peuple. Dans notre pays, le peuple est le propriétaire de tous les biens et tout citoyen conscient de sa classe sait que celui qui vole l'Etat se vole lui-même.

## Eradiquer les principes de l'ancienne société exploiteuse

Le voleur d'occasion agit souvent selon le principe détestable de l'ancienne société capitaliste : pourquoi ne volerais-je pas, si personne n'en est lésé ?

Récemment, j'ai eu à traiter au tribunal le cas d'un dirigeant d'une grande entreprise commerciale, où l'on avait constaté la disparition de biens pour un montant de 50.000 roubles. Même un enfant comprendra qu'une telle quantité ne peut être dérobée et transportée en un jour. Les marchandises avaient sans aucun doute été volées par petites quantités, transportées à l'extérieur en cachette et ensuite amorties dans la comptabilité sous de fausses commandes. Un examen plus approfondi a démontré qu'il régnait dans l'entreprise un climat de mauvaise gestion, d'irresponsabilité et que le contrôle

était insuffisant.

L'enquête devait aller plus loin que ce seul cas et le directeur de la société, Rokotov, a été cité à comparaître. Celui-ci s'était notamment abstenu de réagir lorsqu'on lui signalait de petites irrégularités et des manquements organisationnels. Il n'avait aucun sens de l'autocritique et s'entourait toujours de flatteurs, s'arrangeant pour se débarrasser des personnes "dérangeantes". Il avait honteusement abusé de sa position dans l'usine. Ce fut aussi la conclusion du tribunal.

Cette affaire démontre, comme d'autres, que l'absence d'autocritique et la mentalité de lèche-botte ouvrent la porte aux voleurs, aux escrocs et à toutes les atteintes à la propriété socialiste.

Ces derniers temps, le nombre des vols commis au détriment de la propriété collective a considérablement diminué, mais ils continuent néanmoins à se produire. Nous devons donc inconditionnellement nous tenir aux paroles de Staline : « La tâche principale de l'appareil judiciaire aujourd'hui est de protéger la propriété collective et rien d'autre. »

(\*) Cet article est la quatrième partie d'une série extraite du livre édité par les Editions Pegasus en 1952. Les trois premières parties ont paru les 20, 27 novembre et 4 décembre. L'auteur de ce petit ouvrage est Georgi Feodosjewitch Ivanov, juge du peuple du district de Kiev à Moscou.

# Sondages d'opinion à la chaîne...

## L'affaire Nihoul-Dutroux préoccupe tout le monde

**C'est un plaisir de travailler au secrétariat de *Solidaire*. Les cartes du sondage d'opinion sur l'affaire Nihoul-Dutroux affluent. Nous recevons des trésors d'informations et d'expériences vécues.**

Riet Dhont

Michaël fait compléter des sondages à la chaîne, au sens propre et au figuré. Il travaille dans une entreprise automobile où la bande ne s'arrête jamais.

«A ma chaîne, j'ai déjà distribué environ 150 cartes. J'en ai donné à mes camarades de travail mais j'ai surtout demandé aux militants syndicaux de travailler avec les cartes. Nous les distribuons personnellement, quand nous avons un peu de temps. Nous disons que nous viendrons les reprendre dans une demi-heure. J'en ai déjà récupéré une soixantaine. Je signale toujours l'endroit au verso de la carte, où ils peuvent écrire leur opinion. Beaucoup le font. Exemples : "Un système où lequel un comme Connerotte est démis de ses fonctions, est-ce une démocratie ?" "Le système doit changer, mais les gens doivent y collaborer." Maintenant, je vais demander aux délégués de faire circuler le sondage.»

Autre écho, de la même entreprise : «Dans notre cellule ouvrière, François trouve que nous avons encore trop l'habitude de demander des choses difficiles à nos camarades de travail. Maintenant, nous avons un instrument facile. Au lieu de circuler lui-même avec les cartes, François a demandé à six collègues s'ils voulaient le faire. Ils ont tous réagi positivement et il a

déjà récupéré 45 cartes complétées. Alex, qui ne peut pas quitter son poste, a mis deux amis au travail. Il a récolté 21 cartes.»

**«A la soirée vidéo, chez moi, il y avait dix personnes»**

Philippe a 30 ans et habite Charleroi. En ce moment, il est chômeur mais il n'en est pas moins actif. Il raconte comment il a organisé une soirée vidéo sur la Marche blanche chez lui : «J'ai fait une invitation. J'en ai distribué une centaine au bureau de chômage. J'avais mis comme titre : "un système qui tue les enfants ne peut pas non plus créer de l'emploi pour les gens". Beaucoup de gens trouvent que ce système est pourri, j'ai voulu donner un contenu. Dix personnes ont assisté à la soirée vidéo. J'en étais très content. D'abord, j'ai expliqué ce que fait le PTB autour de la problématique des disparitions d'enfants. Et pourquoi nous sommes censurés, pourquoi on nous fait des procès. La vidéo suscite beaucoup de discussions. Comment est faite notre société ? Est-ce seulement une affaire de pédophilie ? Qu'y a-t-il là derrière ? Et bien entendu, les chômeurs se demandent : pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'introduire la semaine des 32 heures pour nous donner du



La principale mission de la gendarmerie est la lutte contre le mouvement ouvrier, démocratique et révolutionnaire, comme ci-dessus au Palais de justice, la semaine précédant la marche blanche.

travail à tous ? J'ai aussi essayé d'expliquer notre alternative, le socialisme. Mais qu'est-ce au juste ? Donnez-nous des exemples, demandaient-ils. J'ai parlé de Cuba, de la manière dont ils s'occupent des enfants, en dépit de l'embargo. La discussion était très animée. "Comment se fait-il que le PTB soit encore si petit ? Ne pouvons-nous rien faire ?" J'ai donné plus de 500 dépliantes "Révolte contre une fausse démo-

cratie". Chaque participant a emporté une dizaine de sondages d'opinion. J'ai proposé la brochure "Rejoignez le parti". Effervescence... Pourquoi devenir membre du parti ? Quelqu'un qui, dans le passé avait commencé un cycle pour devenir membre du PTB, mais avait abandonné pour des raisons pratiques, fait à nouveau signe.

Par la suite, j'ai récolté, au bureau de chômage, une trentaine de

sondages complétés. En janvier, j'organise à nouveau une soirée. Nous ne devons pas craindre de parler de toutes ces affaires, de l'actualité. Nous devons surtout chercher des instruments simples, des méthodes de travail faciles pour atteindre les gens et les mettre au travail. Je continue, c'est sûr.»

**Situation.** En ce moment, sont enregistrées 3.028 cartes.

## La paranoïa du PTB ?

### Pourquoi le PTB veut absolument démanteler la gendarmerie

Pourquoi le PTB veut-il absolument dissoudre la gendarmerie ? Les polices des grandes villes comme Anvers ou Bruxelles sont-elles moins corrompues, moins racistes ? Tapent-elles moins fort sur les étudiants et les travailleurs en grève ? Le PTB n'est-il pas un peu parano par rapport à la gendarmerie ?

Les forces de police sont là pour faire respecter les lois mais ces lois sont au service de la classe qui a le pouvoir économique, le capital. La corruption, le racisme sont des tares de l'idéologie capitaliste présentes dans toutes les forces de police. De ce point de vue, il n'y a aucune différence entre les polices communales, la police judiciaire et la gendarmerie.

Mais la gendarmerie est la garde impériale de la bourgeoisie. Sa principale mission est la lutte contre le mouvement ouvrier, démocratique et révolutionnaire. Des dizaines de travailleurs sont morts sous ses balles. Quiconque voudra installer une société socialiste devra battre cette garde impériale.

La gendarmerie est de loin le corps de police le plus puissant. Il compte 17.000 hommes (la police judiciaire en compte 1.300, répartis sur 27 arrondissements). Elle est organisée sur le modèle militaire, avec un commandement unique, une discipline et une structure militaires. Quand la gendarmerie reçoit un ordre, une heure après cet ordre arrive à toutes les brigades sur l'ensemble du territoire.

La police communale dispose de 18.000 hommes, mais répartis sur 500 communes. Chaque force de police dépend d'un bourgmestre influençable par la population. Pendant la grève de 60-61, certains bourgmestres en Wallonie ont refusé à la gendarmerie l'accès de leur commune. Ce droit leur a été enlevé depuis.

La gendarmerie est plus fiable pour la bourgeoisie que les autres forces de police. Dès leur engagement (à partir de 18 ans), les jeunes gendarmes sont endoctrinés dans la défense de l'ordre capitaliste. Pendant leur formation, ils sont casernés. Après, ils vivent à l'écart

de la population. La bourgeoisie a tiré les leçons de la grève de 60-61 : les miliciens sont peu fiables pour le maintien de l'ordre. Ils sont trop proches de leur frère, soeur ou père gréviste. En 1963, le gouvernement a renforcé la gendarmerie.

#### Une police politique

De par sa mission, sa force et sa structure, la gendarmerie est devenue la menace la plus importante pour les droits démocratiques et syndicaux. Contrôler la gendarmerie est une illusion. Il faut la démanteler et transférer ses compétences à une police des routes et une police judiciaire nationale. Les tâches de prévention peuvent être décentralisées vers les polices communales.

La gendarmerie est devenue une police politique centralisée. Elle est un service de renseignements fichant toutes les organisations révolutionnaires et progressistes, tous les syndicalistes de combat. Elle utilise ses compétences en matière d'enquêtes judiciaires pour perfectionner sa banque de

données. Elle a mis à son service tous les autres corps de police qui doivent lui transmettre leurs renseignements. Elle veut intégrer les services publics dans sa collecte de données. Seules quelques polices communales des grandes villes possèdent un service de renseignements, et seulement au niveau d'une ville.

Pour passer à l'action, ce service de renseignements n'a même pas besoin de faire appel à un autre corps de police, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres pays. La gendarmerie est en même temps une armée de guerre civile. Elle est équipée d'hélicoptères, de chars légers, d'autopompes, de grenades lacrymogènes, de chevaux de frise, d'armes légères. Elle peut occuper en un jour l'ensemble des ponts, autoroutes, centrales électriques et grandes entreprises du pays.

Sa puissance est telle qu'elle est capable d'orienter ou de saboter les enquêtes judiciaires. Nous l'avons vu avec l'affaire Dutroux. Elle est le corps préféré de l'impérialisme occidental. C'est la

gendarmerie qui conclut des accords internationaux dans le cadre de l'OTAN (comme avec la Turquie) et de l'Europe. Des officiers de la gendarmerie et des services secrets américains ont mis sur pied la Bande du Brabant Wallon et les CCC. Ils voulaient créer un climat favorable au renforcement de la gendarmerie et à l'installation de fusées américaines. La gendarmerie a réussi à brouiller les pistes et les criminels courent toujours.

Pour les autres corps de police, le PTB exige des mesures démocratiques. D'abord une loi fixant les devoirs des policiers et les droits des citoyens à leur égard. Nous exigeons que la tutelle de la police revienne non au bourgmestre, mais au conseil communal élu. Nous exigeons que la population puisse, moyennant un certain nombre de signatures, exiger une commission d'enquête sur certains comportements (racisme, corruption, intervention dans les grèves) de la police. Cette commission doit être composée de citoyens.

## Zaire - Rwanda : une intervention "humanitaire" pour sauver Mobutu

Tony Busselen, Dirk Van Duppen et Frank Sonck

Les rebelles zairois dirigés par Laurent Kabila ont libéré des centaines de milliers de réfugiés rwandais dans les camps au Zaïre. Ceux-ci peuvent enfin rentrer chez eux. Mais le gouvernement belge maintient sa volonté d'une intervention militaire. Non pas pour les réfugiés, mais pour sauver Mobutu. Une analyse de l'hypocrisie occidentale à propos des réfugiés. Un entretien avec le chef des rebelles, Kabila.

Pourquoi le gouvernement canadien veut-il coûte que coûte obtenir l'une ou l'autre forme d'intervention ? Les motifs sont apparus clairement lorsqu'une entreprise canadienne a signé un contrat avec le gouvernement zairois pour l'exploitation d'une des plus grandes mines à ciel ouvert du monde.

«Il faut bien constater que depuis quelques années, l'humanitaire sert souvent de prétexte à des actions militaires et ce qui se passe au centre de l'Afrique illustre une fois de plus la confusion regrettable entre action humanitaire et action militaire. Quand donc cessera-t-on de tromper les citoyens avec les mots "paix" ou "humanitaire" qui ne sont que des slogans vides de signification face à la "real politik" pratiquée par tous les Etats ?» Dixit le général belge Briquemont (1). Depuis sa mise à la retraite, cet ancien commandant de la mission de l'ONU en Yougoslavie est devenu plus franc : «Qui ne se rend pas compte que l'importance stratégique du centre de l'Afrique, les richesses minières, les zones d'influence que certains Etats veulent conserver, d'autres modifier, le rôle que certains Etats veulent jouer au sein des grandes organisations internationales, l'appui à accorder ou non aux régimes politiques en place, etc., sont des facteurs d'appréciation beaucoup plus importants que l'aide aux populations éprouvées ?»

La politique du gouvernement canadien illustre cette thèse. Le Canada a reçu la direction de l'intervention "humanitaire" au Zaïre. Mais, jusqu'au début de la semaine passée, il avait toutes les peines du monde à imposer l'une ou l'autre forme d'intervention. Après le retour massif des réfugiés au Rwanda, une intervention était de moins en moins envisageable. Le Canada a rapidement envoyé 235 soldats à Kampala et constitué le quartier général d'une éventuelle intervention "humanitaire". Mardi dernier, le porte-parole du ministère

canadien de la Défense a annoncé que l'acheminement de l'aide humanitaire aux organisations humanitaires internationales avait commencé.

Le même jour, le gouvernement zairois signait un accord avec l'entreprise canadienne Eurocan-Consolidated-Ventures pour l'exploitation du cobalt et du cuivre dans la ville de Tenke Fufurume, dans la province du Shaba. L'entreprise canadienne détiendra 55 % des participations dans la nouvelle entreprise minière, 45 % étant réservés à la société zairoise Gécamines. Il s'agit du premier investissement important dans le secteur minier zairois depuis les années septante.

«La première phase de production doit démarrer d'ici l'an 2000, pour une capacité de 100.000 tonnes de cuivre et 8.000 tonnes de cobalt par an, a déclaré le Suisse Lundin, qui représentait l'entreprise. M. Lundin a aussi indiqué que le site pourrait devenir l'une des plus grandes mines de cuivre à ciel ouvert du monde. La production de cuivre du Zaïre, qui était de quelque 450.000 tonnes dans les années 1980, est tombée à moins de 50.000 tonnes en 1995, après l'abandon et les pillages de nombreuses installations de sa société nationale Gécamines en 1991 dans la province du Shaba.» (2)

Ainsi, le Canada a montré quels intérêts il avait à défendre au Zaïre. Les entreprises canadiennes s'étaient déjà intéressées à l'exploitation du niobium, un alliage métallique stratégique pour l'industrie spatiale, notamment pour le soudage des satellites. Ce métal se trouve surtout dans le nord du Kivu. Comme la Belgique, le Canada gravite entre les Etats-Unis et la France pour acquérir un maximum d'influence en Afrique centrale. Profitant de la rivalité entre les deux grandes puissances, le Canada est parvenu à se manifester comme la force motrice en vue de l'intervention militaro-humanitaire. Le régime de Mobutu l'a d'ores et déjà récompensé

pour ses efforts.

On comprendra d'autant mieux le cynisme de cette "troisième voie" en apprenant que dès la signature du contrat d'exploitation minière au Shaba, le ministre canadien de la Défense a déclaré à la fin de la semaine dernière qu'une intervention militaire n'était plus nécessaire. Un manœuvre habile en vue de négociations pour un contrat d'exploitation de niobium au Kivu, région contrôlée par les forces rebelles.

1. AFP, 2/12 — 2. *La Libre Belgique*, 22/11.

## «La guerre de libération est notre première»

### Interview de Laurent Kabila

Pendant son voyage dans la province du Kivu, le correspondant de *Solidaire* s'est entretenu le samedi 23 novembre avec Laurent Kabila, porte-parole de l'«Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo».

**Que pensez-vous de la visite du dirigeant de l'opposition sociale-démocrate zairoise, Etienne Tshisekedi, à Mobutu dans sa résidence dans le sud de la France ?**

**Laurent Kabila.** Les mouvements de l'opposition actuellement actifs au Zaïre sont un mélange d'anciens et de nouveaux mobutistes. C'est une classe politique qui maintient le pays sous son pouvoir depuis trente ans. En 1990, elle s'est scindée en deux fractions. Tshisekedi a été ministre de Mobutu durant vingt ans. Il ne s'est pas séparé de lui pour des raisons idéologiques, mais parce qu'il ne voulait plus être l'instrument de la dictature personnelle de Mobutu.

La Conférence nationale qui s'est déroulée durant les années qui ont suivi a suscité beaucoup d'espoir au sein de la population. Nous n'avons jamais voulu y participer, considérant dès le début qu'elle était mani-

## "Paix" et "humanité"



Sur le marché de Bukavu, l'absence des soldats de Mobutu est frappante. Tout se déroule dans le calme et les rues et les marchés de Kisangani. Moreels a éprouvé le besoin d'aller leur remonter le moral.



De gauche à droite : Massasu Nindaga (Mouvement révolutionnaire pour la libération du Congo-Zaïre, une des composantes de l'Alliance), Frank Sonck, Sabine De Mont et Laurent Kabila.

inutilement. Les conclusions de cette conférence ont été falsifiées et ses résolutions formelles n'ont jamais été appliquées. La résistance de Tshisekedi est celle d'un démocrate. Mais il appartient à la même classe politique qui s'entredéchire pour le pouvoir. Les mobutistes tendent un piège à Tshisekedi espérant qu'il accepte de travailler pour eux. En ce qui nous concerne, nous avons le devoir d'engager le dialogue pour éviter que le sang coule

inutilement.

**Un dialogue avec qui et pour quoi faire ?**

**Laurent Kabila.** Certainement avec Tshisekedi, mais pas avec le parti de Mobutu. Il est possible de parvenir à un consensus entre les différents partis de l'opposition en vue de l'organisation de véritables élections démocratiques. Un gouvernement de transition doit être mis sur pied afin de préparer de telles élections. C'est le travail d'une année. Nous

voulons participer à ce gouvernement avec les partis de l'opposition. Mais nous ne sommes pas intéressés par un gouvernement d'union nationale désigné par Mobutu et comprenant des représentants de Mobutu.

**Comment l'Alliance voit-elle l'avenir de la zone libérée au Zaïre ?**

**Laurent Kabila.** En ce moment, notre première tâche est de mener la guerre de libération. Nous voulons

# taire” : slogans creux



t dans l'ordre. Les soldats de l'armée zairoise ont fui et hantent à présent

## nière tâche»



des quatre organisations membres de

mobiliser un maximum de personnes pour qu'elles prennent leur propre région en main et rejettent la dictature. Cette première phase doit donc aboutir à la formation d'un gouvernement de transition auquel l'Alliance participera et qui organisera les élections. La deuxième phase consistera en la reconstruction et le travail en vue d'un véritable redressement du pays. Dans cette perspective, il faut que notre population ait à nouveau confiance en elle-

même pour combattre la misère. C'est notre objectif à plus long terme.

### Comment l'Alliance réagira-t-elle à une éventuelle intervention étrangère ?

**Laurent Kabila.** Le véritable but de cette intervention est la destruction de notre mouvement. Les raisons humanitaires ne sont qu'un prétexte. L'objectif est de conquérir le terrain que nous avons libéré pour le rendre au régime mobutiste. Il s'agit donc d'une intervention politique. On parle le plus souvent du problème des réfugiés. Mais ce problème, nous l'avons résolu. Sans l'intervention de milliers de soldats étrangers et sans tout cet argent qu'une telle intervention aurait nécessité. Les réfugiés libérés de l'emprise des milices Interahamwe étant rentrés chez eux, on n'est toujours pas satisfait. A présent, on invente des réfugiés fictifs. Partout où nos soldats se rendent, on fait mention de réfugiés. Cela démontre qu'on veut nous empêcher de libérer notre pays. Nous avons dès lors fait comprendre aux partisans d'une force d'intervention multinationale que nous n'en voulons pas. Nous nous opposons fermement à une telle intervention.

## Moreels et Derycke à nouveau derrière Mobutu

«Nous devons envoyer dans les plus brefs délais une force d'intervention à l'Est du Zaïre pour apporter de l'aide aux centaines de milliers de réfugiés qui risquent de périr». C'était, il y a quelques semaines encore, la préoccupation officielle de nos ministres des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Derijcke et Moreels. Le retour massif des réfugiés rwandais dans leur pays les a privés de ce prétexte fallacieux.

Toute personne honnête pouvait croire qu'à présent, ces ministres appelleraient à soutenir massivement le gouvernement rwandais pour accueillir ces centaines de réfugiés arrivés au Rwanda. Il n'en est rien. Selon Derijcke, une force d'intervention internationale est plus nécessaire que jamais. «L'envoi d'une force d'intervention ne fera-t-il pas le jeu de Mobutu ?» lui demande un journaliste de la BRT. «Si vous appelez cela sauver Mobutu, c'est votre affaire, rétorque le ministre. Nous devons empêcher l'éclatement du Zaïre. Les Africains le demandent eux-mêmes.» (1)

La visite de Moreels à Kisangani, le 28 novembre, démontre que la Belgique soutient sans réserve le régime criminel de Mobutu et les exactions des soldats assassins de son armée. Pour le moment, Kisangani est un des bastions des troupes indisciplinées de l'armée mobutiste et des milices Interahamwe responsables du génocide au Rwanda.

### Les droits de l'homme soudainement oubliés

Le gouvernement belge tente de justifier son attitude scandaleuse en présentant le soutien au régime mobutiste comme «la condition absolue pour sauver le processus de démocratisation». Au moment du lancement de ce soi-disant processus de démocratisation, *Solidaire* écrivait : «Parmi les financiers étrangers, l'opinion prévaut actuellement que la corruption, le parasitisme et le népotisme du régime de Mobutu empêchent désormais de faire des

investissements rentables, sous des garanties suffisantes.

### «Mobutu reste maître de la politique zairoise»

Il s'agit pour l'impérialisme de se débarrasser de Mobutu et de son entourage direct, tout en maintenant les structures essentielles du système néo-colonial en place. La «démocratie» conçue par les puissances occidentales pour le Zaïre consiste à sauvegarder le personnel politique du MPR, tout en le complétant par des opposants à Mobutu «prêts» à garantir les intérêts économiques et stratégiques du capitalisme.» (2) C'est la raison pour laquelle la Belgique exigeait à l'époque que Mobutu engage un dialogue avec les opposants. Le ministre américain de la Défense conclut aujourd'hui que cette politique a échoué : «Mobutu reste maître de la politique zairoise. Même au point le plus bas de son pouvoir, il a conservé le contrôle sur des institutions clés comme la Banque centrale, la radio et la télévision, la sûreté et la Garde présidentielle. La division de l'opposition a permis au parti de Mobutu de conserver l'appareil de l'Etat et les administrations provinciales. Les élections seront un test de popularité pour Mobutu.» (3)

Dans ces conditions, les défenseurs belges du «dialogue» n'hésitent pas à opter ouvertement pour le soutien à la dictature mobutiste. Durant sa visite, Moreels s'est entretenu avec Bayona Bameya, président de la commission électorale nationale. Or, le ministre américain de la Défense présente ce personnage comme «un fidèle de Mobutu. Il fera tout pour adapter les règles (des élections, ndlr) au profit de son patron.» (3)

Aux moments critiques, toutes les dénonciations de violation des droits de l'homme s'évanouissent. Reste le soutien patent à la dictature mobutiste...

1. BRTN-Télévision, 18 novembre 96 — 2. *Solidaire*, juin 1990 — 3. Steven Metz, «Reform, conflict and security in Zaïre», Strategic Studies Institute, ministère américain de la Défense, 5 juin 1996.

## Des «humanitaires» abusent d'enfants

Un Belge de 57 ans travaillant au Rwanda pour les Nations unies a abusé sexuellement de nombreux enfants orphelins qui avaient perdu leurs parents durant le génocide de 1994. Le procureur de Kigali a demandé la levée de l'immunité diplomatique de ce collaborateur «humanitaire» de l'ONU. Il ne s'agit nullement d'un cas isolé, comme le démontre le numéro de décembre de la revue mensuelle du ministère néerlandais des Affaires étrangères «Internationale samenwerking» (Coopération internationale). Le périodique se réfère à une enquête, «l'impact des conflits armés sur les enfants», effectuée dans les pays où les Nations unies ont effectué des opérations «humanitaires».

«Dans six des douze pays, l'arrivée des troupes de la paix est associée à une croissance rapide de la prostitution infantile. Dans la capitale cambodgienne, le nombre des prostituées est passé de six mille à presque vingt mille depuis l'arrivée des troupes de l'ONU. De nombreuses mineures d'âge se trouvaient parmi elles. Une jeune fille vierge était parfois présentée à un

collaborateur de l'ONU. Pour un prix variant entre 13.000 et 23.000 francs, celui-ci pouvait la garder pendant une semaine.»

L'organisation norvégienne Redd Barna (Sauvez les enfants) a publié un rapport encore plus choquant sur les pratiques des casques bleus italiens au Mozambique. Le directeur Ernst Schade écrit : «L'arrivée de la force de la paix a complètement modifié l'aspect des rues dans la ville de Chimolo. Les soldats de l'ONU se rendaient en uniforme et dans des véhicules de l'ONU aux écoles de filles pour recruter des élèves et en faire des prostituées. Il arrivait qu'un soldat de l'ONU fasse l'amour ouvertement avec une fille de l'endroit dans sa jeep militaire. La fille recevait 1 dollar si les rapports se faisaient avec préservatif, et 1,10 dollar sans préservatif.» Les membres de la direction de Redd Barna ont reçu des menaces téléphoniques émanant de soldats italiens. Leur téléphone et leur fax ont été mis sur écoute illégalement. Manifestement, l'opération «Oubliettes» n'est pas un phénomène exclusivement belge.

## Grande journée de solidarité samedi 21 décembre

«Votre argent ? Elle le dépense». Cette affiche de Médecins Sans Frontières représentant une jeune femme médecin au milieu d'enfants noirs remplira sans doute les caisses de MSF, mais elle ne correspond nullement à la réalité. Lorsque les réfugiés sont rentrés massivement au Rwanda, les organisations humanitaires internationales n'étaient pas prêtes. Ce sont les Rwandais qui ont dû organiser l'accueil eux-mêmes. Ce sont les rebelles zairois et non la communauté internationale qui ont libéré les réfugiés des mains des génocidaires qui les avaient retenus dans les camps. Pire, dans les archives abandonnées dans le camp de Mugunga, des journalistes ont trouvé des documents révélant que des cadres d'ONG présents dans le camp cédaient une partie de leur salaire à ces assassins comme impôt de guerre.

Médecine pour le Tiers Monde, par contre, soutient des projets d'organi-

sations rwandaises au Rwanda même. Nous y travaillons à un «village pour enfants» et à un projet de parrainage pour les nombreux orphelins. L'accueil d'un million de réfugiés dans un pays pauvre qui vient de subir un horrible génocide est une tâche immense.

Le samedi 21 décembre, Médecine pour le Tiers Monde et la Ligue Anti-impérialiste organisent dans toutes les grandes villes une journée de solidarité avec le Rwanda et les territoires libérés au Zaïre : «Pas d'argent pour les interventions militaires et pour l'industrie de l'armement. Soutien à la reconstruction du Rwanda et des territoires libérés au Zaïre.» Dans les rues, sur les places, les marchés de Noël et dans les quartiers, nous vendrons des speculoos, des cartes de vœux africaines et un puzzle «Unifions l'Afrique». Vous pouvez, vous aussi, nous aider.

**Renseignements :** secrétariat national de la LAI (tél. 02/513.53.86).

Je connaissais Pierre depuis quelques mois. J'apprends qu'il vient de mourir à 71 ans. Depuis quelques années, il aidait notre parti en lisant des journaux allemands. Il venait d'accepter de traduire un chapitre du livre «Le double assassinat des victimes d'Hitler», de Monika Zorn. On ne prend jamais assez le temps d'apprendre à connaître des gens comme Pierre Chevreuille. Je me le suis reproché en lisant sa longue lettre autobiographique que nous a donnée sa compagne, Uta Wagner.

Communiste de toujours, Pierre était heureux d'avoir enfin trouvé un parti qui correspond à ce pour quoi il avait vécu et lutté depuis son plus jeune âge. Pour rattraper un peu le temps perdu et présenter Pierre à tous ceux qui n'ont pas eu la chance de le connaître, nous publions de premiers extraits de cette lettre.

Puisse sa vie exemplaire inspirer tous les jeunes et moins jeunes communistes !

Herwig Lerouge

## Dans la résistance à 15 ans

A la mémoire de Pierre Chevreuille, une lettre autobiographique

«Toute ma famille du côté maternel a adhéré à la doctrine communiste. Dès mon enfance j'ai été nourri de ses principes. Mon grand-père, Henri Steyls, a été un des fondateurs du Parti Communiste. Toutefois la branche paternelle de la famille était très cléricale, d'une foi profonde et sincère. J'ai suivi, avec de très bonnes notes, le cours de religion. Vers 12 ans, j'ai vécu, comme beaucoup de jeunes, ma crise religieuse... Ce dont je me félicite : ainsi les questions métaphysiques ont été définitivement résolues en connaissance de cause. Cette initiation au catholicisme m'a conduit à conclure que toute confession religieuse n'a d'autre but que d'apaiser l'inquiétude de l'homme devant les phénomènes qui dépassent son entendement : le mal, l'injustice, l'espoir d'une vie meilleure, la mort, etc. Le marxisme, lui, me semblait se fonder sur une analyse objective de la réalité connaissable donc accessible à l'entendement humain.

### Réfugiés allemands indésirables

Après 1933, un grand nombre de communistes allemands, pourchassés par les nazis, cherchaient refuge à l'étranger pour échapper aux camps de concentration. On cite généralement les personnages célèbres : Thomas Mann, Einstein, Schoenberg. Mais des centaines de communistes allemands moins prestigieux ont franchi la frontière du Reich au péril de leur vie. Entrés illégalement en Hollande et en Belgique, ils ont été contraints de vivre cachés jusqu'en 1940. Ne disposant d'aucun statut légal, leur préoccupation majeure était d'échapper au contrôle de la police belge; vivant dans l'illégalité, ils redoutaient d'être repérés et éventuellement extradés, livrés à la Gestapo avec les suites que l'on sait. Les communistes d'Europe les ont accueillis et aidés; il leur fallait logement, aide alimentaire, financière et morale.

Le "nôtre" - son pseudonyme était "Joseph" - a vécu sous notre protection jusqu'en 1940. L'exiguïté de notre appartement nous a contraints à trouver une petite chambre à proximité de chez nous. Chaque jour, il venait prendre ses repas, étudier, discuter. Les échanges de vues politiques à propos des événements ont fortement contribué à ma formation. Je me souviens



Une imprimerie clandestine de la Résistance. «Ces feuilles clandestines ont efficacement contribué à soutenir le moral de la population», explique Pierre Chevreuille.

du jour où Joseph est arrivé. Au soir prévu, nous l'attendions. On sonne. Je descends muni d'un bristol qui nous avait été remis, découpé en zig-zag. Lorsque j'ouvre la porte, l'homme me présente, sans dire un mot, l'autre moitié du bristol qui s'emboîte exactement dans le mien. C'est dire la prudence imposée et la perfection de l'organisation.

Notre appartement a servi régulièrement de boîte aux lettres et de lieu de réunion pour les communistes allemands. Lorsqu'ils se réunissaient, nous nous retirions, ne nous manifestant que pour leur offrir du café. Jamais nous n'avons demandé, donc su, quel était l'objet de ces réunions ni en quoi consistait leur travail. J'ai ainsi appris à appliquer de la façon la plus stricte les consignes de sécurité : me taire et bannir toute curiosité : ne pas voir, ne pas savoir, ne pas parler. J'ai aussi parfois été chargé de la mission de courrier, devant déposer des enveloppes généralement dans un café servant de boîte aux lettres. Tous ces réfugiés allemands ont été arrêtés en 1940 et envoyés dans un camp du sud de la France. Lorsque les nazis ont traité avec la France, ils ont exigé que leur soient remis les prisonniers des camps français. Nous avons appris plus tard que Joseph avait été envoyé dans un camp de concentration en Allemagne. Je pense souvent à ces jeunes communistes allemands avec émotion. Grâce à leur parfaite

organisation, au soutien qu'ils ont reçu, à leur cohésion, ils n'ont jamais renié leur idéal, se réjouissant de la moindre bonne nouvelle, manifestant optimisme permanent et bonne humeur. Quel exemple pour un adolescent !

### Les débuts de la résistance

En 1940, les soldats allemands se montraient aimables et charitables dans l'intention de séduire la population et d'appeler à la fraternisation. Les autorités belges mises en place par les Allemands déployaient une intense propagande pour la collaboration. Notre combat politique devait contrecarrer cette propagande. Nous avons participé à l'organisation d'une manifestation de "patriotisme" le 11 novembre 1940. Mot d'ordre : déambuler le long des boulevards du centre, vêtus de couleurs tricolores ou portant un ruban vert à la boutonnière. Nous avons organisé des manifestations "spontanées" contre le rationnement. Au début 1941, en grand cortège, femmes et enfants ont défilé le long des boulevards du jardin botanique, brandissant des drapeaux noirs, réclamant du lait pour les enfants.

Fin 1940, j'ai été approché pour m'engager dans le mouvement de résistance du Rassemblement National de la Jeunesse et organiser une section à Schaerbeek. Il fallait

agir avec la plus grande circonspection, ne se déclarer qu'à des amis sûrs, dignes de confiance et de discrétion. J'avertissais très fermement mes recrues des dangers : éventuelle arrestation, torture, déportation dans les camps. J'engageais ceux qui me semblaient résolus et décourageais les tièdes, car il aurait été dangereux pour le groupe d'accueillir des hésitants.

Nous formions des groupes de trois jeunes de sorte qu'un jeune ne connaisse que deux amis, précaution utile en cas d'arrestation. Je coordonnais le travail de plusieurs groupes de trois à Schaerbeek et communes avoisinantes. Le travail : rassembler l'information sur les événements et leurs implications politiques, récolter timbres de ravitaillement, argent, vêtements, etc pour les résistants et juifs cachés, et surtout diffuser les tracts et journaux.

### Sueurs froides

Je me souviens que nous avons dû transporter une énorme ronéo par les rues de Bruxelles. Nous prenions un air dégagé et faisons des plaisanteries pour masquer notre peur. Si on nous avait demandé d'ouvrir ce paquet, quelle explication aurions-nous pu donner? Dès 1942, cette même ronéo a abouti chez nous. Nous avons alors ronéotypé nous-mêmes les petits journaux clandestins. Nous reproduisions les arti-

cles d'après les modèles du Front de l'Indépendance, les communiqués de Radio-Moscou ou de la BBC rectifiant les informations de la propagande allemande, appellions à refuser l'engagement de travailleurs pour l'Allemagne, à proscrire toute forme de collaboration. Ces feuilles clandestines, vendues au profit de l'aide aux résistants et aux juifs, ont efficacement contribué à soutenir le moral de la population en ces années où l'Allemagne semblait invincible.

Autour de nous, arrestations, déportations, exécutions se multipliaient. La Gestapo, irritée par les sabotages des partisans et les premiers revers sur le front de l'Est, se montrait de plus en plus brutale. Vers la mi-42, mon responsable fédéral a été arrêté. Mon activité a duré jusqu'au milieu 1943, au moment de grandes rafles sur dénonciation qui ont fortement déstabilisé la Résistance. Un résistant, Lucien Plehiers, a été arrêté à son lieu de travail. Il connaissait le nom et l'adresse de ma mère, Suzanne Dudicq, dite "Emma". Mme Plehiers a été convoquée à la Gestapo et mise en présence de son mari; les SS lui promettaient qu'il serait libéré si elle donnait des renseignements sur cette "Emma". Lucien Plehiers s'est aussitôt écrié : «Ma femme ne sait rien !» Elle a compris qu'il voulait signifier qu'elle ne devait pas parler. Pendant des heures d'interrogatoire, elle n'a cessé de déclarer qu'elle ne connaissait aucune Emma. C'est à ces gens d'un courage et d'une intelligence exemplaires que nous devons sans doute la vie.

Grâce à une stricte application des règles de sécurité que nous avaient apprises nos camarades allemands nous avons échappé à l'arrestation. Personne ne connaissait notre nom, notre adresse, ni aucun détail de notre vie privée. Je n'ai jamais su exactement ce que faisait ma mère, ne connaissais pas ses amies. Elle n'a jamais connu mes activités, ni qui étaient mes camarades. La règle du silence devait être absolue, même dans la famille. Si j'avais été arrêté, je n'aurais rien pu révéler du travail de ma mère et vice-versa.»

**A SUIVRE** : le mouvement communiste après guerre.

\* **Hommage à Pierre Chevreuille**, lundi 23 décembre à 20h30 au Théâtre Poème, rue d'Ecosse 30 à Saint-Gilles. Tél. :02/538.63.58.

# Toucher aux pensions d'Etat ?

«C'est une déclaration de guerre», dit Frans Fermon (CGSP)

**«Toucher aux pensions d'Etat, c'est une déclaration de guerre.» Ainsi a réagi Frans Fermon, vice-président du syndicat des services publics CGSP, lorsque le gouvernement a annoncé son intention de moderniser les pensions de l'Etat pour fin mars 1997.**

René Witteveen

Sans doute l'attaque consistera-t-elle en un cocktail des mesures suivantes :

1. Démantèlement de la péréquation des pensions, c'est-à-dire l'adaptation automatique des pensions : en cas d'augmentation des salaires, la pension ne sera plus adaptée d'autant ou seules les pensions les plus basses seront adaptées.

2. Calcul d'un traitement de référence inférieur : au lieu de calculer la pension sur base du traitement moyen des cinq dernières années, on prend le traitement moyen des dix dernières années ou même de toute la carrière.

3. Introduction de la sélectivité en fonction de la situation familiale : le pourcentage de 75 % du traitement de référence n'est maintenu que pour la pension familiale et un pourcentage inférieur est appliqué aux cohabitants

ayant deux pensions.

4. Suppression ou limitation des avantages spécifiques pour le chemin de fer, l'enseignement, les militaires...

**«Soyez heureux d'avoir un emploi stable...»**

Pour réussir le coup, le gouvernement et les milieux patronaux mènent une campagne contre les prétendus privilèges injustifiables du personnel de l'Etat. «La sécurité de l'emploi n'est-elle pas largement suffisante en ces temps pénibles ?», dit-on à l'opinion publique. Ils ne disent pas que déjà 20 % du personnel des services publics sont des contractuels (1) qui n'ont pas de sécurité d'emploi et qui ne peuvent pas bénéficier d'un règlement favorable de pension. Sans statut fixe, ils seront aussi victimes, pendant leur pen-



sion, du bas niveau des salaires dans les services publics.

On omet aussi de dire que, malgré le mouvement de rattrapage entre 1989 et 1994 (les premières augmentations générales des barèmes depuis 1975) les salaires sont encore toujours inférieurs à ceux du secteur privé. De nombreuses fonctions inférieures se situent sous le niveau du salaire minimum (42.500 F) et doivent être relevées jusqu'à ce niveau. Par ailleurs, il n'est que normal que les pensions soient adaptées automatiquement à l'augmentation réelle des salaires (en plus de l'indexation). Ce n'est pas parce que ce principe n'est pas réalisé dans le privé qu'il doit être considéré comme un privilège dans le service public !

Autre fable : les pensions seraient impayables. Pour connaître le poids réel des pensions des

services publics, il faut les comparer au produit intérieur brut (PIB).

## Impayable ?

La CGSP l'a calculé sur base des suppositions suivantes : une législation inchangée, y compris le maintien de la péréquation automatique; un emploi constant, une révision générale des barèmes de 1,5 %, tous les deux ans, et une croissance économique de 2,2 % en moyenne par an. Il en ressort que la part des pensions d'Etat croît légèrement : de 1,8 % du PIB à 2,17 % en 2019. Puis, elle baisse à nouveau légèrement. Rien de grave donc : l'augmentation des pensions est en grande partie compensée par la croissance du PIB.

Toutefois, l'évolution de la masse

globale des pensions et des salaires est inquiétante pour les fonctionnaires : elle baisse, sur la base des suppositions décrites ci-dessous, de 7,2 % en 1995 à 4,5 % du PIB en l'an 2040. Une appauvrissement gigantesque de 8.573 milliards de francs pour toute cette période !

Il y a donc du pain sur la planche, non seulement pour garantir la péréquation des pensions d'Etat, mais aussi pour réaliser des revendications complémentaires en matière d'emploi et de salaires dans les services publics. Pour ce faire, il faudra s'en prendre aux vrais privilèges du patronat et de la bourgeoisie sur le plan de la fiscalité.

1. Tribune, 9 octobre 1996, interview de Frans Fermon.

## Fonctionnaires privés de prime de fin d'année

Depuis quelques années, le gouvernement a reporté la rémunération des fonctionnaires fédéraux au début du mois de janvier. L'année passée, lors de l'élaboration du budget 1996, il est encore allé plus loin : la prime de fin d'année ne sera versée qu'au début de 1997. Des milliers de fonctionnaires de-

vront donc se serrer la ceinture durant les fêtes. Illustration de la manière éhontée dont le gouvernement transfère les problèmes sur le dos des travailleurs. A de nombreux endroits, les fonctionnaires ont réagi contre cette pratique scandaleuse par des pétitions, des formulaires de plainte, des actions de rue.

# Convention collective avec revendications claires

Contre les atteintes au fonctionnement et au personnel

Jan Vandeputte

Le capitalisme s'engouffre toujours plus profondément dans la crise. Surproduction, saturation des marchés... Il cherche désespérément des issues. Les services publics sont la nouvelle cible. En 1985, ils produisaient en moyenne 15 % de la richesse nationale dans les pays de l'Union européenne. Tous les services et les entreprises publiques susceptibles de réaliser des bénéfices devaient dès lors être privatisés. Belgacom, SNCB, Sabena, CGER, chaînes publiques, RTM... Le bénéfice étant l'objectif premier, l'emploi et le service au public sont démantelés.

Mais les groupes capitalistes exigent également que l'Etat leur réserve tous les capitaux disponibles en faisant des économies dans la Sécurité sociale, l'enseigne-

ment, ainsi que dans les services restés publics. Le système des "enveloppes budgétaires" et la "responsabilisation" portent gravement atteinte aux moyens de fonctionnement et au personnel. Le statut est menacé. Le nouveau système d'"évaluation" augmente la pression sur les fonctionnaires et facilite les licenciements. L'emploi statutaire est remplacé par l'emploi contractuel qui n'offre aucune sécurité.

Les excellences sociales-démocrates s'empresent ici également de servir les intérêts des capitalistes. Mais la résistance augmente partout. Une nouvelle convention collective pour les services publics est en préparation. Nous avons donc intérêt à nous unir autour de revendications claires et mobilisatrices. Pour des services publics bon marché et de qualité : les

privatisations doivent être arrêtées et tous les services privatisés doivent redevenir publics. La loi de 1991 sur les "entreprises publiques autonomes" ouvrant la voie aux privatisations doit être supprimée. Contre le démantèlement de l'emploi : la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et emploi statutaire compensatoire. Rétablissement du pouvoir d'achat après tant d'années d'austérité. Des moyens suffisants pour un fonctionnement convenable des services publics : non aux enveloppes budgétaires et aux contrats de gestion.

Tout cela coûte beaucoup d'argent, mais il y a de l'argent. Le PTB a élaboré une alternative budgétaire qui permet de prélever 500 milliards par an sur les fortunes, les bénéfices des entreprises, les grands fraudeurs.

## Voyage à Londres 1997

avec *Contact et Cultures*  
**Samedi 8, dimanche 9 et lundi 10 février 1997**

Des centaines de milliers de Britanniques sans eau, l'hiver passé. Une collision de trains au nord de Londres en août. Les soins de santé réservés à ceux qui ont de l'argent... Ces problèmes quotidiens sont la conséquence de la crise et des privatisations des services publics menées par Thatcher et Major. Un retour au XIXème siècle ?

Pour connaître cette réalité sociale, accompagnez-nous à

Londres en février prochain. Nous rencontrerons des travailleurs et des syndicalistes de divers secteurs des services publics. Quels sont leurs expériences, leurs problèmes ? Quelles solutions voient-ils ? Londres est aussi une ville mondiale où de nombreuses communautés d'immigrés ont trouvé domicile. Beaucoup d'entre eux viennent des anciennes colonies anglaises. Nous les rencontrerons.

Pour plus d'informations, contactez la rédaction de *Solidaire*, tél. 02/513.66.26.

# Ikea-Liège : le permanent CNE donne l'exemple...

Malgré les astreintes, il défend le droit de grève au piquet

**La mort dans l'âme, les travailleurs d'Ikea à Hognoul, près de Liège, ont repris le travail samedi dernier, après huit jours de grève. Ils étaient en grève pour la réintégration d'une employée licenciée abusivement. Le patron a saisi le tribunal, qui a imposé 10.000 F d'astreinte par gréviste au piquet. Le permanent CNE s'est vu infliger 24 astreintes !**

Eddy Hosten et Valerie Colibry

«J'ai un mandat pour discuter la réintégration et pas pour négocier une prime de licenciement», déclare Philippe Deceuckelier, le permanent CNE, au patron du magasin de la chaîne suédoise Ikea à Hognoul. Après huit jours de grèves et plusieurs négociations, la direction d'Ikea a constaté que le syndicat n'allait pas plier. Le patron devait donc trouver un moyen de briser le mouvement. Le patron a alors saisi le tribunal pour interdire le piquet de grève alors qu'une conciliation était encore prévue. La Justice a réagi avec la rapidité et l'efficacité qu'on lui connaît quand il s'agit de défendre les patrons. Le 5 décembre, un huissier débarque à l'assemblée du personnel avec une ordonnance : 10.000 F d'astreinte par gréviste pour chaque personne empêchée d'entrer. Le permanent se montre alors ostensiblement au piquet pour défendre le droit de grève. L'huissier lui inflige 24 astreintes, soit 240.000 F parce qu'il aurait empêché 24 personnes d'entrer. «On ne veut pas de retour à des situations du temps de Daens», déclare Philippe Deceuckelier. Il appelle à la solidarité des

autres entreprises. Il est déterminé à ne pas payer l'astreinte. L'huissier, la police et la BSR restent en permanence sur place depuis le jugement. Des cadres maintiennent le magasin ouvert, renforcé par des cadres d'autres sièges d'Ikea. Les travailleurs montrent leur combativité et leur détermination. Ils occupent les carrefours. Ils discutent avec les clients pour les convaincre de ne pas faire leurs achats en signe de solidarité. Le lendemain, des drapeaux rouges et verts flottent côte à côte devant le palais de Justice, bien qu'à Ikea-Hognoul la majorité du personnel soit affilié à la CSC. Sur une pancarte on peut lire : «Contre nous ils ont les moyens».

## La Justice et la gendarmerie, contre nous ?

La mort dans l'âme, les travailleurs d'Ikea ont repris le travail le samedi à 10 heures. A l'assemblée finale, les travailleurs trouvent l'accord mauvais. En effet, malgré les indemnités, la personne licenciée reste sur le carreau. «Les pressions sur le personnel étaient énormes», nous confie Deceucke-



Au piquet d'Ikea, le permanent CNE a refusé activement la violation du droit de grève que constituent les astreintes. La Justice lui réclame 240.000 F !

lier après l'assemblée, faisant allusion aux astreintes. «C'est inadmissible que nous ne sommes pas cinq cent ici», s'indigne un militant du SETCa. «Où va-t-on?», se demandent beaucoup de gens au piquet. Certains ne croyaient pas que la Justice serait contre eux. Mais qui aurait pensé que Dehousse aurait donné l'ordre à la gendarmerie de taper sur nos enfants l'année passée ? Que la gendarmerie sabotait des enquêtes sur les enfants disparus. Qu'on aurait osé dessaisir Connerotte. On entend dire aussi :

«La présence des forces de l'ordre est symbolique.» Ce n'est pas l'avis des travailleurs de la Sabena, qui ont été brutalement agressés lors de leur grève l'an dernier. «Ils n'oseront jamais mettre un permanent syndical en prison pour non-paiement d'astreinte», disent certains. N'en soyons pas si sûrs ! Il est clair que l'enjeu dépasse largement l'entreprise. Le droit de grève est de nouveau muselé. Ce qui est arrivé à Ikea est déjà arrivé ailleurs et arrivera encore. Si l'on veut gagner une bataille pour une réintégration, pour l'emploi ou

pour les conditions de travail, il faudra briser les astreintes. Cela passera par une large mobilisation pour chasser l'huissier et les forces de l'ordre et pour protéger le piquet. Refuser les astreintes, c'est aussi ne pas les payer et organiser la lutte pour ne pas aller en prison. Le système capitaliste n'a plus rien à nous offrir. Malgré toutes les discussions actuelles sur la démocratie, l'avenir nous réserve des confrontations violentes pour garantir l'emploi et nos droits démocratiques. Les travailleurs trouveront le PTB à leurs côtés.

## Boël : rendez-vous devant les braseros ?

«On ne va pas, comme des vaches, regarder passer les trains»

Philippe Colin

Négocier un plan social ou lutter pour le maintien de l'outil et de l'emploi. L'alternative se pose très concrètement aux travailleurs des Usines Gustave Boël. Après l'échec des négociations entre l'entreprise louviéroise et Cockerill Sambre, l'alliance avec le groupe sidérurgique néerlandais Hoogovens refait surface. Elle menace la phase liquide (haut fourneau, aciérie, coulée continue) et au moins 700 emplois.



Souder les travailleurs de toute la sidérurgie pour défendre l'emploi et les outils - Photo Vincent Chiavetta.

Un ouvrier résume le sentiment général : «C'est encore pour nous, les licenciements, les pertes de salaire, la destruction des acquis...» La grogne est unanime mais l'attitude à suivre est partagée. Pour certains, «il faut se résigner à ne garder que le laminoir, la phase liquide n'est pas rentable et, de toute façon, quand le patron décide quelque chose, il

arrive toujours à ses fins». Pour d'autres, par contre, «on ne va pas, comme des vaches, regarder passer les trains». «On risque de se revoir bientôt autour des braseros», lance un délégué, en référence aux 74 jours de piquet de l'hiver 93-94.

Toujours raison, le patron ? Trois exemples récents montrent que seule la lutte peut freiner la politique criminelle des capitalistes. Les routiers français ont bloqué toutes les routes de France. Les ouvriers de Caterpillar ont mené des mois de guérilla sociale puis sont passés à l'occupation de l'usine. Ceux de Clabecq sont descendus sur Namur bâton à la main et maintiennent la tension depuis un an. Sans cela, les forges brabançonnaises auraient été fermées dans les quinze jours.

Des ouvriers de Boël répondent au pessimisme de certains de leurs collègues en envisageant une lutte commune de toute la sidérurgie. Avec Clabecq, justement, que la Communauté européenne condamne littéralement à la fermeture. Avec Cockerill Sambre aussi, dont on se demande si le plan «Horizon 2000» fait référence à l'année ou au nombre d'emplois à

liquider. D'autres voient encore plus large : «il faudrait l'équivalent de la Marche blanche, mais avec 500.000 personnes et pour les travailleurs».

Un ancien du four à coke reprend spontanément les mots de la grève de 1994 : «Ce sera tout le monde ou personne». «Certains pensent n'être pas concernés, précise un ouvrier. Pour l'instant...»

En effet, l'idée de se concentrer sur les outils rentables, de «sauver ce qui peut l'être», c'est le TGV vers la fermeture totale de l'usine. Dans le système capitaliste, surtout en sidérurgie, ce qui est rentable un jour cesse de l'être le lendemain. Les sacrifices des travailleurs ne garantissent pas la pérennité de l'entreprise. Au contraire, ils diminuent les chances de survie en affaiblissant la position de force des travailleurs.

La rentabilité représente l'intérêt du patron, mais celui-ci tente de la

faire passer pour l'intérêt général. Et il emploie les cadres comme propagandistes. Un ouvrier de l'entretien rapporte : «L'autre jour, l'ingénieur montre un chargement et nous dit que chaque coil représente une perte de 60.000 F. Vais-je prendre mon mouchoir et pleurer ? Les banques n'ont jamais fait autant de bénéfices».

Les Boël non plus, à travers leurs participations dans Petrofina, Solvay, la Royale Belge, Tractebel, GB et autres... Générale de Banque. A la dernière assemblée, G. Tsagaris (CSC) a exigé une recapitalisation de l'entreprise par la famille Boël. Et R. Leclercq (FGTB) a évoqué la fortune colossale des descendants de Gustave.

La voilà l'alternative : sacrifier 2.000 familles d'une région sinistrée ou puiser dans la fortune d'une des familles les plus riches de Belgique.

# Révolte dans l'archipel

## Montée de la lutte sociale en Indonésie

**L'archipel indonésien : un des endroits du Sud-Est asiatique les plus prisés des touristes. Splendeur de la nature, climat tropical, population accueillante. Mais la stabilité politique et le "boom" économique dont le régime se vante cachent la misère et la répression, comme nous l'explique un dirigeant du mouvement agricole...**

Bert De Belder

Le premier sommet anti-impérialiste mondial des organisations paysannes s'est déroulé à Manille du 10 au 13 novembre dernier. Nous y avons rencontré Dianto Bachriadi, vice-président du "Konsorsium Pembaruan Agraria" (KPA), organisation non gouvernementale regroupant les paysans qui luttent pour la réforme agraire. Il dénonce le mythe de l'Indonésie "démocratique, stable et prospère".

**Dianto.** La terre est le problème principal pour le peuple indonésien. 70 % sont des paysans. Le partage des terres est très inégal. La loi sur la réforme agraire, votée en 1964 sous la présidence de Sukarno, n'a jamais été appliquée. Le général Suharto, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1965, s'y est opposé affirmant qu'elle était inspirée par le communisme. La grande majorité des paysans ne possède même pas un lopin de terre, alors qu'un seul propriétaire terrien comme Preyogo Pangestu détient pas moins de 12 millions d'hectares.

### Un travail pour construire un contre-pouvoir paysan

**Dianto.** Suite à des projets de développement de grande ampleur, a "croissance" économique actuelle chasse encore davantage de paysans de leurs terres. Dans le meilleur des cas, les paysans lésés touchent un dédommagement, mais celui-ci est ridicule : cinq rupiahs le mètre carré, c'est-à-dire moins que le prix d'une cigarette ! Un des cas les plus scandaleux est celui de l'entreprise minière Freeport McMoran. Cette société a participé au financement du coup d'Etat de Suharto en 1965. En guise de remerciement, elle a reçu une concession minière de 2,6 millions d'hectares. Cette région riche en minerais située en Papouasie



occidentale est habitée par cinq peuples autochtones. La répression féroce qui s'est abattue sur ces populations depuis 1967 a sans doute fait plus d'un million de victimes. Un véritable génocide que le régime de Suharto cache au regard du monde.

### Comment réagissent les paysans ?

**Dianto.** Organiser et mobiliser les paysans est un travail difficile et de longue haleine. Trente ans plus tard, la population rurale est toujours traumatisée par la tragédie qui l'a frappée en 1965-66. (2) Mais nous constatons que depuis la fin des années 80, le nombre des conflits ruraux a augmenté de 50 % chaque année. Les litiges concernent surtout la propriété terrienne.

Souvent, les organisations paysannes occupent de fait des terres. Ce sont des victoires, bien que les paysans n'en obtiennent pas la propriété légale. Notre organisation, le KPA, travaille parmi les paysans en vue de construire un contre-pouvoir. Nous les encourageons à prendre l'initiative et à imposer une réforme agraire par le fait accompli.

### Ces derniers temps, l'opposition au niveau national semble en ébullition...

**Dianto.** Le 27 juillet, une véritable révolte a éclaté dans la capitale Djakarta. A première vue, le conflit concernait la direction du Parti Démocratique Indonésien (PDI), un des trois partis politiques autorisés et contrôlés par le régime. En 1992, Megawati Sukarno, la fille de l'ancien président, a accédé à la direction du PDI.

Elle voulait transformer le parti en une formation indépendante échappant au contrôle du régime. Le 27 juillet, des militaires ont investi le siège du parti. Surodi, un fantoche de Suharto, a été placé à la tête du parti. Indignée, la population est descendue massivement dans la rue. En réalité, la colère des gens va beaucoup plus loin. Elle est le résultat des frustrations accumulées depuis des années. Le peuple s'est soulevé contre la corruption du régime et contre la répression. Suharto a réagi comme toujours : par la répression. 21 personnes ont été arrêtées. 18 sont toujours en prison.

### Une nouvelle génération de communistes se lève

### Dans la presse, il a été question d'un nouveau parti de l'opposition.

**Dianto.** Il s'agit du Parti Démocratique du Peuple (PRD), créé en mars 1996. Il est surtout constitué de jeunes militants qui travaillent parmi les ouvriers, les paysans, les étudiants, les habitants des bidonvilles et les artistes. C'est un parti semi-légal qui a un programme limité : liberté d'association, multipartisme et constitution d'un parlement. Les militaires prétendent que le PRD était à l'origine de la révolte populaire et qu'il est en réalité dirigé par le Parti Communiste Indonésien (PKI). La preuve : certains termes de programme du PRD ressembleraient à des passages du Manifeste communiste !

Les militaires ont organisé une véritable chasse aux dirigeants du PRD. En quelques semaines, ils ont pratiquement tous été arrêtés.

### Le PKI existe-t-il encore en Indonésie ?

**Dianto.** S'il existe encore, c'est certainement dans la clandestinité. L'homme du peuple associe toujours le terme "communiste" à la tragédie d'il y a trente ans. Mais il semble que des communistes soient toujours actifs et qu'ils aient une certaine influence dans le mouvement social qui se manifeste aujourd'hui. Certains disent que leur influence augmente et qu'une nouvelle génération de communistes s'est levée dans les écoles et les universités.

«Mais je ne sais rien de tout cela», répète Dianto avec insistance. Je me rends compte qu'il ne faut pas sous-estimer le poids de la terreur ouverte et silencieuse dans un pays comme l'Indonésie. Sans doute, était-ce une véritable révélation pour ce jeune paysan aimable et cordial lorsqu'il a vu les participants de cette conférence chantant l'Internationale à haute voix et lorsqu'il a entendu certains orateurs parlant en termes à peine couverts de la lutte armée.

1. En 1965, le régime nationaliste de Sukarno a été renversé par le général Suharto, lors d'un coup d'Etat sanglant orchestré et financé par la CIA.  
2. Durant la répression qui s'est abattue sur l'Indonésie pendant et après le coup d'Etat de Suharto, 500.000 à 1 million de membres et de sympathisants du Parti communiste PKI ont été assassinés. Le plupart des victimes étaient des paysans.

## AGENDA

### Bruxelles

**"Peuple acteur", films inédits ou mutilés des années 30 et 40.**

Mercredi 11 décembre, à partir de 9 h 15 : "Le cinéma du mouvement ouvrier français" (Louisette Fareniaux). "Filles de la route". "Misère au Borinage". "Une traversée cinématographique du social". "Femmes machines".

Judi 12 décembre, à partir de 9 h 15 : Le néoréalisme italien et la condition populaire. 14h : "L'école de la rue Dunkerke".

Vendredi 13 décembre, à partir de 9 h 15 : "Cultures ouvrières et culture de l'immigration" (Anne Morelli). "Klinkaart". "Le rendez-vous des quais"

Insas, rue Thérésienne 8, 1000 Bruxelles. Infos : 02 / 511. 92. 86.

### Roucourt

**Dimanche 15 décembre, 14 h**

Marche organisée par le Comité Sylvie Carlin. Rendez-vous au Pont de Roucourt.



### Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

**13 déc., à 20 h. En français. 100 F.**  
**Les banlieues à Bruxelles: comme en France et aux Etats-Unis?**

Marie NAGY (Ecolo), Yvan MAYEUR (PS) et Patrick PESTIEAU (PTB)

**13 déc., de 15 à 20 h.**

**14 déc., de 14 à 19 h.**

**15 déc., de 10h30 à 14h30. Entrée libre.**

### Foire aux livres: ART ET ENGAGEMENT

Le CENTRE INTERNATIONAL et le CAFÉ INTERNATIONAL seront fermés du 16 au 31 décembre.

Pendant cette période, La LIBRAIRIE INTERNATIONALE restera ouverte.

**31 déc.** A partir de 21 h.

Buffet et entrée: 600 F (Enfants: 400 F) - Entrée seule: 200 F (100 F).

Pour le buffet froid, réservation obligatoire avant le 24 décembre, par virement au N° 001-1592519-49 avec la mention "Réveillon".

### Réveillons-nous le Centre International a dix ans

Dès 21 heures:

à vos assiettes: buffet froid varié; messages de vœux de diverses personnalités qui ont marqué les activités du Centre International depuis sa création en janvier 1987.

A partir de 23h30: Groupededjembéet Fiesta avec DJ.

## EN BREF

## Etats-Unis

## 11 % des salaires en dessous du seuil de pauvreté

«Dans la société américaine, l'inégalité est angoissante : les 20 % les plus riches touchent 50 % du revenu national, alors que les 20 % les plus pauvres doivent se contenter de 3,6 % du revenu national.» (De *Financieel-Economische Tijd*, 14 septembre 96) Même le fait d'avoir un revenu ne garantit pas une existence humaine.

Clinton a promis de relever le salaire minimum à 160 francs de l'heure. «Dans ce cas, 14 millions d'Américains, soit 11 % des salariés, toucheront à peine 319.000 francs bruts par an, soit un revenu inférieur d'un tiers au seuil de pauvreté.»

## Grande-Bretagne

## Un ouvrier sur quatre preste plus de 48 heures semaine

«La Grande-Bretagne compte plus de deux millions de chômeurs. Deux millions et demi de travailleurs sont exclus du droit aux congés payés. Quatre millions de personnes — soit un ouvrier sur quatre — travaillent plus de 48 heures par semaine. Et le Premier ministre Major veut généraliser la semaine de 48 heures. Car de cette manière les entreprises britanniques seront les plus compétitives d'Europe.» (Vers *l'Avenir*, 16 novembre 96)

Refrain répété par tous les politiciens européens, Dehaene en tête. Aujourd'hui, les directions syndicales belges négocient avec le patronat en vue d'assurer la compétitivité de "nos entreprises". Pour savoir ce que cela signifie pour les travailleurs, il suffit de regarder outre Manche.

## Russie

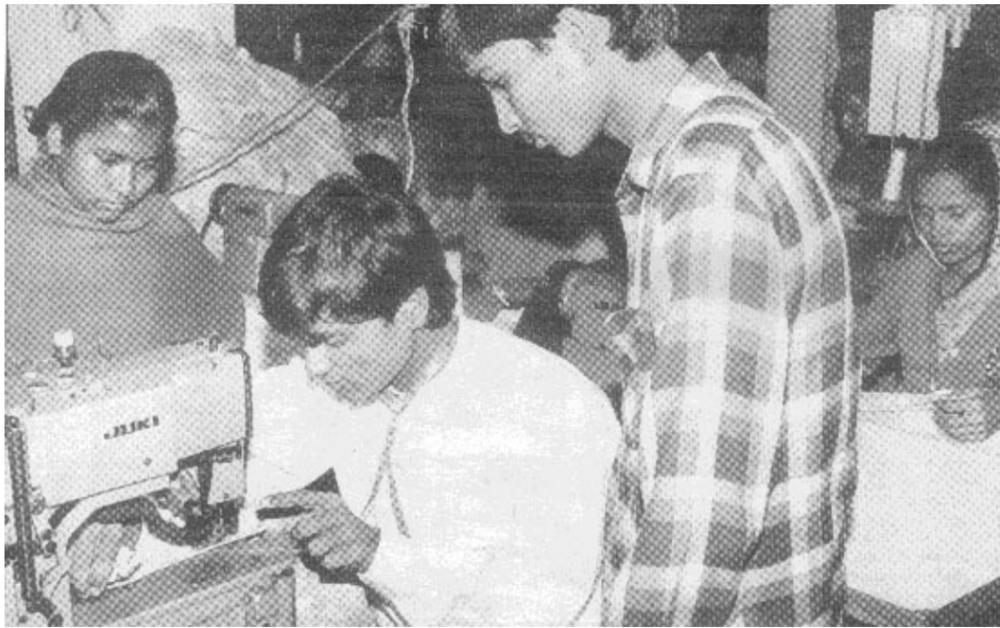
## Le capitalisme détruit la science

Vladimir Strakhov, directeur de l'Institut de géophysique de Moscou et Igor Naumenko-Bondarenko, président du comité syndical de cet établissement, ont entamé une grève de la faim. Cette année, leur institut n'a reçu que 50,8 % de son budget scientifique. Le personnel n'a pas été payé depuis quatre mois. Les 122.000 collaborateurs de 336 centres de recherche scientifique sont logés à la même enseigne. (*The New Scientist*, 19 octobre 96)

Pour survivre, les chercheurs scientifiques exécutent des boulots en tout genre en dehors de leur travail. La limite de leur patience est atteinte et ils se joignent aux grèves des autres travailleurs.

L'introduction du capitalisme en Russie a quasiment anéanti la recherche scientifique. Une immense réserve de chercheurs à bon marché a ainsi été créée au bénéfice des entreprises occidentales. Comme il le fait dans le tiers monde, l'Occident achète les meilleurs chercheurs russes ou leur confie des tâches scientifiques à réaliser dans leurs propres laboratoires.

Il s'agit surtout de recherches pour l'industrie militaire. Ainsi, 100 millions de dollars ont été consacrés à la création à Troïtsk près de Moscou, d'un Institut international de science et de technologie, où des scientifiques russes travaillent au développement d'armes nucléaires, biologiques et chimiques.



Au Bangladesh, les ouvriers de l'industrie du textile ne touchent que 240 FB par mois.

# “Vêtements propres” ?

## Réaction d'un syndicat du Bangladesh

**Des organisations tiers-mondistes et des centrales syndicales ont lancé la campagne “Vêtements propres”. But : dénoncer la situation misérable des travailleurs et des enfants dans l'industrie textile du tiers monde. Qu'en pense le syndicat du Bangladesh ?**

Bert De Belder

La campagne “Vêtements propres” invite les commerçants belges à ne vendre que des vêtements produits dans des conditions sociales acceptables. La *National Workers Federation* se réjouit que l'on mène une campagne contre les conditions de travail dans le tiers monde. «Mais en 1976, notre gouvernement a lancé un processus de privatisation, au nom de l'économie de marché. En 1991, toute l'économie était privatisée et ouverte à la concurrence internationale. Résultat : 4.500 entreprises ont fermé leurs portes et près de

deux millions de travailleurs ont perdu leur emploi. Le salaire minimum n'existe pas chez nous. Les ouvriers dans l'industrie du jute et du coton touchent 15 dollars (450 FB) par mois. Dans l'industrie du textile, ils n'ont que 8 dollars (240 FB). Le jute et le textile étaient les secteurs clés de notre économie. Mais en 1993, le gouvernement a conclu un accord avec la Banque Mondiale visant à démanteler cette industrie. En guise de réponse, les ouvriers ont créé une organisation regroupant le maximum de travailleurs. Le 5 octobre 1996, nous avons remis au gouvernement une

plate-forme de revendications surtout dirigées contre la Banque Mondiale et les autres puissances impérialistes. Nous lions notre lutte à celles des travailleurs des autres secteurs, comme ceux du sucre, de l'acier et des chemins de fer. Les cinq derniers mois, notre combat a coûté la vie à 21 travailleurs. Des milliers d'autres ont été blessés. Du fait de l'économie de marché, le chômage ne cesse d'augmenter et les gens sont obligés de mendier pour survivre. Cette situation est à l'origine du trafic, de la criminalité, de la traite des femmes et des enfants.»

Conclusion : dans ce système, on ne peut pas avoir de “vêtements propres”. La campagne offre néanmoins l'occasion de convaincre les gens de cette réalité, afin qu'ils soutiennent les organisations du tiers monde qui veulent vraiment changer ce système.

## Industrie militaire au coeur de l'Europe

L'Union européenne a décidé récemment de créer une agence européenne de l'armement. Les grandes entreprises européennes du secteur de l'armement mènent un concurrence féroce contre les Américains. La collaboration est leur seule chance de survie.

Le ministre français de la Défense, Millon, déclare : «Cet initiative a pris un caractère d'autant plus impératif que la compétition internationale est devenue particulièrement intense.»

La création de cette agence répond encore à un autre objectif. C'est dans l'industrie militaire que la plupart des nouvelles technologies de pointe sont développées et appliquées. Celles-ci sont aujourd'hui le moteur du développement industriel capitaliste. Millon précise que l'industrie européenne ne parviendra pas à relever le défi de l'avenir si l'Europe ne décide pas d'investir massivement «dans les secteurs et les technologies d'intérêt stratégique pour l'Europe de l'armement.» (*Le Figaro*, 13 novembre 1996)

Le développement de l'industrie de l'armement est donc un facteur essentiel dans la construction de l'Europe.

## Israël: seule démocratie du Moyen-Orient ?

«Dans deux arrêts successifs, la Cour suprême israélienne vient d'autoriser l'usage par le Shin Beth, le service intérieur de sécurité, de la violence physique contre des détenus.» (*Libération*, 21 novembre 1996) Voilà le vrai visage de la démocratie capitaliste. Les tribunaux servent à légaliser la terreur contre la population. Chez nous aussi, les gendarmes qui ont abattu un civil sont généralement acquittés.

# S'excuser pour avoir écrasé le nazisme !

## Prague souhaite présenter ses regrets à l'Allemagne

Peter Franssen

Le chancelier allemand, Helmut Kohl, et le Premier ministre tchèque, Vaclav Havel, feront une déclaration commune à Prague, peu après le nouvel an. Ils entendent ainsi tirer un trait définitif sur l'époque de la Seconde Guerre mondiale. La déclaration a fait l'objet de longues tractations. Point central : la question des Sudètes allemands qui vivaient en Tchécoslovaquie durant la guerre. Après celle-ci, ils ont été sanc-

tionnés pour avoir collaboré avec les nazis. Avec l'accord des vainqueurs de 1945, ces Sudètes ont été renvoyés en Allemagne et leurs biens confisqués. Lors des récents pourparlers, l'Allemagne a exigé que la Tchéquie déclare illégale l'expulsion de ces collaborateurs, facilite le retour des Sudètes, et leur restitue leurs anciennes propriétés. En Tchéquie, l'opposition à ce projet est vive. Nous avons reçu un communiqué du Parti communiste de Bohême et Moravie (PCBM). L'Allemagne,

précise-t-on, doit accepter la situation : elle n'a pas gagné la guerre et les accords de Munich de 38 (la Tchécoslovaquie cédée à Hitler par la France et la Grande-Bretagne) ont vécu. «L'Allemagne doit reconnaître sans délai la légalité des dédomagements reçus par les victimes de l'occupation nazie. Les citoyens de la république tchèque doivent recevoir l'assurance que leurs biens actuels ne seront pas réclamés par l'Allemagne» conclut le PCBM. (Communiqué, 5 novembre 1996) Il ajoute

que la scission de la Tchécoslovaquie en deux petits Etats, résultat de la balkanisation (la division) de la région par l'Allemagne, a affaibli la Tchéquie.

En effet, dans la déclaration qui sera signée à Prague, l'Allemagne présente uniquement ses excuses pour les horreurs du nazisme. En échange, la Tchéquie s'excusera pour les prétendus “excès” lors de l'expulsion des Sudètes. Le nazisme et la résistance sont donc traités sur le même pied.

# 120 étudiants à la découverte d'une autre Belgique

Journal de bord d'un étudiant MML

**Voilà ! "C'est du Belge" est fini pour cette année ! 2 heures du matin et je ne dors toujours pas. Trop excité. Mon sang bouillonne. Mon cerveau réfléchit sans arrêt. Devant mes yeux repassent les images de ces trois jours. Et la question qui m'a poursuivi : que vais-je faire de ma vie, moi, étudiant ?**

Raoul Hedebouw

Vendredi 29 novembre. 9 h 40. Nous arrivons en gare de Tubize. Au rendez-vous fixé par MML (étudiants du PTB), des étudiants des quatre coins du pays : Bruxelles, Liège, Gand, Mons, Anvers, Louvain et Louvain La Neuve. Accueillis par la délégation syndicale des Forges de Clabecq, nous nous rendons sur place en camionnette. Je me pose beaucoup de questions pendant le trajet : je n'ai encore jamais vu une grande usine de près...

## Vendredi 29. Discussion vivante entre ouvriers et étudiants

10 h 05. La délégation syndicale nous explique le fonctionnement de l'usine : coulée continue, laminage, haut fourneau... Munis de casques de protection, notre visite commence. Nous commençons par le haut fourneau, d'où provient une coulée de fonte en fusion. Quatre ouvriers surveillent le bon déroulement des opérations. Un d'eux nous explique comment le patronat, main dans la main avec le gouvernement, veut fermer les Forges. "La production a déjà diminué de moitié !" Ce qui me frappe : la fierté avec laquelle ils parlent de leur travail,

et la grande connaissance qu'ils en ont. Un étudiant demande : "Mais il y a quand même trop d'acier ! C'est donc normal que le patronat n'investisse plus..." Immédiatement, Silvio répond : "Qui a dit qu'il y a trop d'acier ? Crois-tu qu'il y ait assez de lits d'hôpitaux et de logements dans les pays du tiers monde ? C'est dans la logique des capitalistes - dont le seul but est de faire des profits - qu'il y a trop d'acier !"

14 h. Discussion vivante entre étudiants et délégués : quel est le rôle des ouvriers, des étudiants, d'un parti révolutionnaire dans la lutte pour le socialisme ? Il faut que nous, on lutte pour un enseignement gratuit, accessible aux enfants des ouvriers, et qu'on lutte également pour un contenu révolutionnaire de l'enseignement. Qui connaît l'histoire de la lutte ouvrière ? Pourquoi les cours sur Staline sont-ils basés sur des sources d'extrême droite, notamment des généraux fascistes italiens ?

Ces questions des délégués nous donnent à réfléchir. Je pense à ce délégué qui nous a conseillé d'étudier les pensées de Marx et Lénine, comme lui-même l'avait fait, il y a des années déjà. Souvent, je réagis : "Oh, le marxisme-léninisme c'est difficile à étudier..." Maintenant, j'ai honte. Même pour les études donc, les ouvriers ont beaucoup à nous apprendre..



Anne-Marie Loop, dans le rôle principal de «La Mère» de Bertolt Brecht. A la fin de la représentation, l'«Internationale» émane de la salle. Même les gens qui ne connaissent pas les paroles tapent dans les mains.

20h. Au programme, conférence sur la Justice et le rôle de la gendarmerie. Un ouvrier de VW est venu nous expliquer la réaction spontanée des travailleurs de son usine après le dessaisissement de Connerotte : "Les gens avaient tout de suite senti qu'il s'agissait d'une affaire de gros bonnets. Ils voyaient bien que le but n'était pas le dessaisissement de Connerotte mais surtout de jeter l'affaire aux oubliettes". Mais c'est quand Ellen Mast, la tante de Kim et Ken, a pris la parole que j'ai réalisé combien l'Etat crache sur les simples gens. A travers son récit de toutes les humiliations qu'ils ont subies. Parce que "Tiny était une femme qui n'a pas été à l'école et qui donc ne comprendrait rien à l'enquête", comme disait l'inspecteur de police. Ellen nous démontre le caractère

de classe de notre Justice. Elle nous fait comprendre aussi que ce n'est pas du passé. Aujourd'hui encore, ils sont traînés dans la boue. Mark de Quidt, président du comité des enfants disparus "Kim et Ken", nous demande pourquoi les étudiants ont moins réagi que les écoliers. Nous réalisons alors à quel point le monde étudiant est souvent éloigné de la réalité quotidienne.

## Samedi 30. 83 étudiants au théâtre pour "La Mère" de Brecht

9 h. Nous regardons ensemble le film "La Haine". Beaucoup sont impressionnés. Est-ce cela, la vie de cité ? Est-ce si grave, cette répression policière ? Le film n'exagère-t-il pas ? C'est la raison pour laquelle nous décidons de nous rendre nous-mêmes à Schaerbeek...

11 h. Nous visitons un centre culturel turc. Autour d'une petite tasse de thé, les animateurs nous expliquent la situation dans leur pays. C'est surtout la répression qui m'a frappé. Mais pas seulement la répression en Turquie. Aussi celle en Belgique. Ils nous expliquent comment la gendarmerie belge a signé des accords avec le gouvernement turc pour organiser cette répression. C'est aussi dans ce centre culturel que MML organise des cours de français. Cela permet aux jeunes de s'armer pour faire valoir leurs droits en maîtrisant la langue française. Mais cela permet aussi aux étudiants de l'ULB de "descendre de leur tour d'ivoire" et de venir voir la réalité sociale en face, de voir la difficulté de la vie dans les cités.

20 h. Nous rentrons dans la Cité Ardente en Outremeuse pour aller

voir «La Mère» de Bertolt Brecht. Je me demande vraiment ce que ça va donner... Je n'ai encore jamais été voir une pièce de théâtre en vrai.

21 h. Entracte. Mon corps tremble de partout et je suis prêt à exploser. Cette pièce est magnifique. Rien ne permet de dire que c'est une pièce écrite dans les années 30 : tout est encore d'actualité. Nous avons eu droit, avec cette oeuvre, à une leçon d'économie politique, mais aussi une leçon sur le rôle de l'Etat, sur le réformisme de certains dirigeants syndicaux...

Et, pour compléter la discussion avec les délégués des Forges, sur le rôle du parti révolutionnaire. Ce rôle expliqué d'une manière si claire, si convaincante, si émouvante que la pièce même est une arme fondamentale dans la lutte. Un des étudiants, Germain, explique : «L'histoire de cette mère qui, après avoir sacrifié son fils pour la révolution, lui consacre sa vie est une leçon de morale révolutionnaire. Contre le défaitisme et le sectarisme. Une leçon dont on doit se souvenir tout au long de notre vie militante». Et puis surtout, cette scène avec les briseurs de grève où la mère nous apprend à avoir confiance dans les masses par cette petite phrase : "Les gens peuvent changer !" Mais le spectacle reprend...

23 h 17. Le dernier acte s'achève. Tout le monde applaudit. Tout à coup, j'entends quelques phrases qui font chaud au coeur : "Debout, les damnés de la terre !". L'Internationale émane de la salle. Tout le monde se lève. Même les gens qui ne connaissent pas les paroles tapent dans les mains. Puis, vient l'Internationale en néerlandais pour montrer notre détermination à ne pas nous laisser diviser ! Un magnifique "Une seule solution, c'est la révolution !" couronne le tout. En effet, quelle meilleure leçon pouvions-nous tirer de cette merveilleuse pièce de théâtre ? A la sortie, j'ai les larmes aux yeux. Je vois un autre camarade pleurer lui aussi. Mon ami Fred me dit : "Ca m'a fait réfléchir. Il faudra qu'on en parle Raoul". Je crois que Brecht a atteint ce qu'il voulait : faire réfléchir les gens.

Dimanche 1er, nous terminons en participant au week-end annuel de Médecine pour le Peuple. Occasion de débattre de plusieurs thèmes cruciaux : la drogue, le numerus clausus des études médicales et aussi "Que faire de notre diplôme et de notre vie ?" A la fin de ces trois jours, Wim déclare : "La semaine passée, j'ai été au cours, à l'univ. Maintenant, je sais que lundi, ça ne sera pas pareil. Maintenant, je suis confronté à un choix dans ma vie, je ne peux pas continuer comme si je n'avais rien vu". Je suis content. Ainsi donc, je n'étais vraiment pas le seul à être poursuivi par cette question tout au long de ces trois jours ...



La délégation FGFB des Forges de Clabecq a expliqué le fonctionnement de l'usine mais aussi la lutte des travailleurs : «Qui a dit qu'il y a trop d'acier ? Crois-tu qu'il y ait assez de lits d'hôpitaux et de logements dans le tiers-monde ?»

# Père Noël prend une longueur d'avance

Le PTB crée un nouveau centre multiculturel : La Braise

**Grande surprise ce jeudi 5 décembre, rue Zénope Gramme à Charleroi. C'est là que s'ouvrira officiellement, dans trois mois, un nouveau centre multiculturel, créé à l'initiative du PTB.**

Michel Mommerency

Beaucoup de monde est rassemblé dans la grande salle en construction. Les clochettes annoncent la venue de St Nicolas. Mais voilà qu'arrive le Père Noël. Que se passe-t-il ? Le PTB a encore réussi à tout perturber ? Le Saint ne serait-il pas le bienvenu ?

«Chez vous, explique Père Noël en souriant, on a toujours une longueur d'avance. St Nicolas étant submergé de travail ce soir, il m'a envoyé pour vous apporter des cadeaux.»

Que sort-il de son grand sac rouge ? Des marteaux pour abattre les vieux murs, des câbles pour éclairer le futur centre, des truelles, des boulons, des pinceaux et plein d'autres cadeaux... pour se mettre au travail ! Et la faucille ? demande-t-on. Car comment l'oublier ? Michel, «maître des travaux», profite de tout ce monde pour mobiliser un maximum de bras pour achever les travaux. Des habitués donnent des conseils et rassurent les nouveaux. On a besoin de tout et de tous : d'hommes de métier, de chauffagistes, de plafonneurs, d'électriciens, d'installateurs sanitaires, de carrelers... de toute la main d'oeuvre disponible. Plusieurs s'approchent de Michel. Il prend son

carnet et note les rendez-vous. Nombreux sont ceux qui veulent apporter leur savoir-faire. D'abord ce fut l'étonnement général à la vue d'une si grande salle. «Impressionnant, maintenant que les murs sont cassés.» «Dans la cuisine, il suffit de raccorder la cuisinière et le frigo». «Le WC n'attend plus que le pot...»

Dans les coulisses, on parle d'acoustique et de gyproc... «Est-ce qu'on travaille ici aussi en trois pauses ?» demande-t-on. Michel rassure tout le monde : en semaine, pendant la journée, et même le week-end, chacun est le bienvenu. Il suffit de prévenir une semaine à l'avance pour que le travail puisse être bien organisé.

Ensuite, on monte au premier étage, au chaud. Rolande veut rassembler de l'argent pour couvrir les énormes frais qu'engendre une telle entreprise. Sur une grande banderole, la liste des prêts. Treize personnes ont fourni 3.210.000 francs.

Ensuite, sur des dizaines de mètres, la liste des sommes données : 45 personnes et un total de 580.000 francs ! Quel serait l'impact si chacun récoltait autour de soi, auprès de deux à trois cents personnes ? Les possibilités ne manquent pas. Des montants de 20.000 francs ont été versés au



Le père Noël est venu à Charleroi avec des marteaux pour abattre les vieux murs, des câbles pour éclairer le futur centre, des truelles, des boulons, des pinceaux et plein d'autres cadeaux...

rythme de 2.000 francs par mois. Diverses fêtes (bien connues dans le Hainaut) ont permis de récolter 200.000 francs.

La cagnotte de la sidérurgie a été vidée. Il y a même eu un don cash de 70.000 francs ! Tant de personnes ont de l'imagination, comme Micheline qui est arrivée avec des

sachets de bonbons qu'elle vend à l'occasion des fêtes de fin d'année. Avant de boire le drink de l'amitié, il est rappelé que dorénavant, on ne pourra plus ne pas parler du PTB à Charleroi ! Nous voulons que La Braise soit un centre ouvert à tous les progressistes, les syndicalistes, les organisations

multiculturelles qui veulent participer au développement en matière sociale, culturelle et récréative. Nous voulons également nous axer sur la culture, dans une région où les socialistes ont oeuvré pour faire oublier toute culture populaire et révolutionnaire.

## «S'enfermer quatre jours pendant les congés ? Je vous jure que ça vaut la peine !»

Linda vous recommande de participer à l'université marxiste d'hiver

Frans De Maegd

Comme chaque année, l'université marxiste d'hiver organise deux sessions durant les vacances de Noël. Chaque session dure quatre jours et se déroule dans une maison de vacances.

«Un autre regard sur Staline ?» aura lieu du jeudi 26 au dimanche 29 décembre 96. «Le parti communis-

te» se tiendra du jeudi 2 janvier au dimanche 5 janvier 97.

«Aller s'enfermer quatre jours pendant les congés ! Vraiment ?» Admettons-le, ça ne va pas de soi. Seulement, si on veut s'engager pour une société meilleure, ça ne suffit pas de mener des actions, même durant toute l'année. Tous les participants des années précédentes sont d'accord : de tels séminaires

sont bien plus efficaces en internat. Linda, travailleuse et mère de quatre enfants, est venue à l'université d'hiver avec son mari : «J'ai sérieusement hésité à venir avec mon mari. D'un côté, je voulais me former. De l'autre, je craignais d'en savoir trop peu, parmi tous ces camarades qui étudient tant. Mais la façon de s'y prendre m'a beaucoup aidée. D'abord, ils expli-

quent sur quoi ça porte. Ensuite, vous lisez un texte et puis, on en discute. Tout n'est pas encore clair, mais on apprend à exprimer sa pensée. Je peux comprendre que pour certaines personnes, c'est difficile de déloger. Mais c'est vraiment nécessaire. Si on doit rentrer chez soi chaque soir, on n'étudie plus et l'ambiance est rompue. J'ai aussi trouvé très

sympathique de pouvoir parler avec de jeunes communistes. Pour le confort, ça allait, et la nourriture était même excellente.»

Chaque formation (avec quatre jours de pension complète) coûte 2.600 F.

**Renseignements :** contactez le secrétariat national du PTB, 171 bd Lemonnier, 100 Bruxelles. 02/513 77 60.

## «Chaque semaine, je vends cinq *Solidaire* au parc»

Une sympathisante de Bruxelles livre ses premières impressions de vendeuse de *Solidaire*...

«Je suis assez néophyte dans l'art de vendre *Solidaire*. Mais, depuis cet été, je m'y suis mise. Je vends plus facilement un numéro dans lequel il y a un article que je peux mettre en valeur, discuter... parce

que je le «sens» mieux que les autres. Ou quand il y a une image en couverture qui frappe vraiment, comme avec la marche blanche. Alors, j'en vends cinq par semaine. Je les vends au parc, pour de multiples raisons. D'abord, le médecin me demande de faire de la marche, ensuite je parle plus

facilement avec les mamans et les enfants et également les propriétaires de chiens souvent très sympathiques et enfin des étudiants le traversent en rentrant de l'école ! Je propose un article plutôt que le *Solidaire* en général et on bavarde. Souvent, les personnes n'ont pas 40 francs - surtout maintenant qu'il

n'y a plus de marchands de glaces - et parfois aussi parce qu'ils sont chômeurs. On s'assied souvent sur un banc pour discuter. Les personnes sont soit immédiatement intéressées, soit m'opposent un non formel avant même que je commence à parler.

Le reproche que j'entends le plus

souvent, c'est «la tendance au totalitarisme» du PTB. D'autres au contraire disent un mot gentil. Il y a comme une ligne de démarcation et cela me semble plus net que cet été. Il y a une société duale, ce n'est pas seulement au niveau du portefeuille mais de plus en plus dans la tête des gens.»

Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Manifestation ou procession ?

Suite à la manif de Kim et Ken à Anvers, le PTB a été — une fois de plus — présenté comme le rebelle, jamais "serein", devant toujours ajouter des considérations politiques. Pourtant, à ma connaissance, une manifestation est une marche où l'on exprime son mécontentement face à une certaine situation. Une manifestation à caractère serein me fait plutôt penser à une procession religieuse. Ghandi était toujours serein et a quand même été assassiné.

Évidemment, le PTB étant un parti anticapitaliste, il ne jouit d'aucune sympathie de la part du système. Les médias étant aux mains des riches, le PTB est constamment attaqué et présenté sous un mauvais jour. Ce n'est pas nouveau. A une époque, on montrait les communistes un couteau entre les dents, mangeant des petits enfants au déjeuner. Finalement l'Histoire nous révèle (maintenant surtout) qui mange les petits enfants au déjeuner.

Le seul crime, impardonnable, du PTB est d'avoir, lors d'une manif sereine, vendu son journal *Solidaire* et dénoncé ainsi les méfaits des autorités belges.

**Jenny N. membre du Comité "Kim et Ken", Anvers**

## Chômeuse obligée de travailler gratuitement

Joceline est au chômage depuis une dizaine d'années. Durant cette période, elle a été malade un an et transférée à la mutuelle. Cette année, le VDAB (équivalent flamand du FOREM) l'a convoquée pour suivre durant un

mois une formation de caissière, qui comprenait une semaine de pratique. Joceline a été envoyée dans un magasin Unic, où elle devait travailler 6h20 par jour, six journées consécutives. Pas de salaire, seulement son allocation de chômage, comme si elle n'avait pas travaillé ! L'employeur était satisfait du travail de Joceline, mais "n'avait pas besoin de caissière dans l'immédiat". Selon le FOREM, Joceline n'avait pas droit à une compensation journalière durant la formation car elle n'avait pas été disponible sur le marché du travail pendant sa maladie. Néanmoins, la période de maladie était considérée comme période de chômage pour le calcul de la durée de chômage.

Le FOREM fournit de la main d'oeuvre gratuite aux employeurs. Il décide librement du placement et de l'exploitation d'un chômeur, sans lui devoir aucun salaire ou aucune compensation. Le chômeur n'a aucun droit. Il ne peut refuser sans risquer l'exclusion. Les esclaves étaient au moins nourris et logés !

**S. M. Turnhout**

## Mon don à "Médecine pour le Peuple"

Quelle malchance ! Voir partir en fumée ta carrière de ministre à cause d'un document "oublié" dans un coffre-fort comme c'est arrivé au ministre flamand de l'environnement Théo Kelchtermans, qui aurait privilégié un fabriquant de "boîtes écologiques" (destinées à recueillir les déchets dangereux pour l'environnement) de sa province, le Limbourg. Bel exemple du financement des partis bourgeois comme le CVP, SP, VLD, VU... Une entreprise capitaliste qui obtient un contrat du gouvernement est obligée de payer ce service au parti du ministre concerné. Hélicoptères ? 50 millions. "Boîtes écologiques" ? 2 millions

officiellement... et le reste sous la table. Ces machinations doivent être dénoncées, mais l'Opération Oubliettes continue.

Quelle différence avec un petit parti comme le PTB, qui ne dispose que du soutien de ses membres et sympathisants ! Ils n'ont pas de revenus élevés et pourtant, les maisons médicales de Médecine pour le Peuple sont une initiative du PTB. Avec peu de moyens, elles offrent une médecine gratuite à des dizaines de milliers de gens simples. Leurs médecins sont poursuivis par l'Ordre. Scandaleux !

Un ami m'a demandé mon soutien pour la nouvelle maison médicale de Médecine pour le Peuple. C'est la onzième, qui démarra à Gand, et elle leur coûtera six millions. Je n'ai pas dû réfléchir longtemps. L'argent de mes impôts, "reconverti" en une masse de "boîtes écologiques", se trouve actuellement sur une décharge au "Luchtbal" à Anvers ! Mais ce que Médecine pour le Peuple fera de mon argent, je pourrai le voir de mes propres yeux.

**Bernard L. Gand**

## La maladresse de M. Étienne Tshisekedi

Suite aux déclarations fracassantes du leader de l'opposition "radicale", M. Étienne Tshisekedi wa Mulumba, après sa visite éclair au Maréchal Dictateur Mobutu, nous donnons les précisions suivantes : M. Tshisekedi est conscient de la situation dramatique de notre pays puisqu'il avait été désigné Premier ministre par la Conférence Nationale Souveraine dont les résolutions sont bafouées et foulées aux pieds par Mobutu, qui a également déchiré et muselé l'opposition pour s'accrocher au pouvoir.

Nous, lumumbistes conséquents, sommes obligés de reprendre les

armes et amorcer la lutte que nous avons déjà entreprise pour mettre fin au régime fasciste. Les véritables lumumbistes connaissent bien la stratégie du dictateur, qui voudrait réaliser ses rêves de balkaniser notre pays. L'exemple de Ngunza Kark I Bond est clair. Tshisekedi avait été confirmé au poste de Premier ministre, Mobutu donna des instructions à Ngunza pour entrer en opposition et ce dernier, avec le gouverneur du MPR (le parti de Mobutu, ndlr) au Shaba, organisa le massacre des étudiants puis celui des ressortissants du Kasai.

Ce n'est pas l'alliance entre Mobutu et Tshisekedi qui conduira notre peuple à la liberté. C'est le départ de Mobutu, agent de l'impérialisme, qui pourra sauver le pays. Le Congo-Zaïre n'a pas que deux familles politiques, comme l'a affirmé Étienne Tshisekedi.

Nous, lumumbistes conséquents, disons qu'on ne peut pas transformer un dictateur en démocrate. Négocier avec Mobutu est une perte de temps. Il faut l'anéantir et le détruire complètement. Pour l'Alliance des Forces Démocratiques, pour la Libération du Congo-Zaïre,

**Benoît Lukunku Lu A Somwe, président du MNC/Lumumba - Aile Extérieure, Danemark**

## Zaire : le glas mobutiste a sonné

La situation dramatique des réfugiés rwandais, burundais et même zaïrois, la déliquescence de la situation économique du Zaïre, la clochardisation des fonctionnaires zaïrois, sans oublier l'épineux problème de la reconversion des mentalités des militaires, sont des conséquences de l'incapacité de M. Mobutu et de tous ceux qui le soutiennent de gérer et de contrôler l'ensemble de 45 millions des zaïrois.

Ce régime ne dirige plus un pays mais un clan de malfaiteurs. Pour tout historien de la transition

démocratique au Zaïre, l'opposition tout comme la société civile assument de très lourdes responsabilités dans ces échecs, ces incohérences et ces querelles byzantines. Les institutions internationales et les pays occidentaux ont leur part de responsabilité dans la situation actuelle. Nous faisons allusion aux mesures contraignantes du FMI et au schéma de transition imposé au Zaïre.

Le problème de fond est celui des militaires et du clientélisme éhonté. Les changements démocratiques sont mal perçus par certains généraux parents ou membres du clan du maréchal, qui les considèrent comme une atteinte à leur standing social. Même si l'on annonce le retour de M. Mobutu sur la scène politique, il faut affirmer que ce dernier ne pourra jamais contrôler le pays. La démocratie ne peut se réduire à la pérennité d'un système corrompu, d'un clan. La démocratie c'est l'exercice des pouvoirs par des citoyens compétents, responsables et la redistribution des richesses nationales au peuple. M. Mobutu est mal placé pour assurer à tous les zaïrois des lendemains meilleurs. Seule une alternative politique permettra au pays de faire face aux grands défis du développement. Seule une nouvelle génération d'acteurs politiques démocrates, solidaires du peuple et humbles pourra inscrire ce géant africain dans la spirale du progrès. Dans ces circonstances exceptionnelles, l'alternance politique peut résulter d'un soulèvement populaire.

Quant à la situation des milliers de réfugiés rwandais, burundais et zaïrois, l'humanitaire est une urgence, mais le droit d'ingérence humanitaire ne doit pas céder la place au droit d'ingérence politique. A l'évidence, il serait une erreur de cautionner une dictature qui déploie toute son énergie pour satisfaire ses ambitions. La crise actuelle montre qu'on est arrivé à la fin du système mobutiste.

**Professeur Florent Joseph Gabati**

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

**Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.**

**Contre qui le PTB se bat-il?** Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondemaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49. • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Baboterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - E-Mail : solidaire@gn.apc.org

**Rédacteur en chef:** Herwig Lerouge

**Editeur responsable:** Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1162

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

## Vive la clandestinité ?

Fons Verplaetse, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, préfère que le travail noir, qu'il appelle «gris foncé», reste caché. Si l'on comptabilisait cette économie parallèle, le produit intérieur brut (PIB) de la Belgique serait revu à la hausse, ce qui entraînerait une cotisation supplémentaire de 10 milliards de la Belgique à l'Europe. Mieux vaut laver notre argent sale en famille et garder les dix milliards pour nous, estime Verplaetse. (L'Écho, 16/11/1996, p. 4.)  
Quelle belle organisation ! Le ministre de l'Intérieur accule à la famine et à la clandestinité les réfugiés en attente de déportation et le gouverneur de la Banque nationale de Belgique fait discrètement les comptes des bénéfices de l'opération pour l'économie belge.

## Grève de la faim et déportation

Les cas se multiplient ces dernières semaines. Un réfugié politique turc voit son statut refusé en 1992. Depuis il vit dans la clandestinité. Sa compagne vient d'avoir un enfant. Ils habitent à Herstal. Il s'est fait pincer le 16 octobre lors d'un contrôle d'identité et a été enfermé au centre de Merksplas. Le 16 novembre, il a entamé une grève de la faim. Aidé par son avocat et le mouvement CHOC (Collectif herstalien opposé aux centres fermés), il aurait obtenu une suspension de la mesure d'expulsion. (Le Soir, 3/12/1996.)

## Châtelet : la police intimide une famille

Seucan Olmezer, maman de cinq enfants, est convoquée à la police de Châtelet, à 22 h.45... Sans motif. On imagine la peur de cette famille, vivant déjà dans l'angoisse depuis que le CPAS lui a coupé les vivres au mois de mars et que les expulsions deviennent de plus en plus fréquentes. C'est pour cette raison que les membres du Comité de Vigilance de Charleroi ont décidé de se rendre à la police eux-mêmes. Et nous étions présents ce soir-là : le curé de Châtelineau, un médecin du coin, un syndicaliste de la FGTB, un membre du PTB et des membres du comité de soutien. Pour s'entendre dire que Mme Olmezer était convoquée parce que son fils avait cassé un carreau ! Et pourquoi on la convoque si tardivement ? Parce que le policier en question travaille la nuit ! Comme quoi, la partie la plus vulnérable de l'immigration, qui ne dispose d'aucun droit, n'a droit à aucun respect.

## Oui j'accueille un réfugié

Nom, prénom :

Rue, numéro :

Commune et code :

Téléphone (privé) :

Téléphone (travail) :

- Je veux accueillir un réfugié pour les fêtes - âge.....sexe.....  
- nombre de personnes .....(max.)  
- je veux accueillir une famille le ...../12/96 à .....heures jusqu'au ...../12/96 à ..... heures.  
 Je veux en savoir plus sur Frontières Ouvertes  
 J'eux diffuser des dépliants

A renvoyer avant le 15 décembre à Frontières Ouvertes, 276 chaussée de Haecht, 1030 Schaerbeek (Tél 02/245.84.11, le mercredi matin)

# Accueillez un réfugié à Noël !

## Des familles d'accueil racontent leur expérience

**Que vous soyez isolé, homme ou femme, travailleur ou employé, ça n'y change rien : les réfugiés ont besoin de votre solidarité ! Frans Verhoeven nous raconte son expérience de Noël...**

Lies Horrie

### Pourquoi t'es tu engagé ?

**Frans Verhoeven.** J'avais aussi des motivations un peu égoïstes, je dois le dire. Vivant seul, je me suis dit que ce serait plus agréable de passer les fêtes avec de la compagnie. Je pensais donc accueillir un adulte. Et puis, quelques jours avant le réveillon, j'apprends que je vais accueillir un jeune de 14 ans. Qu'avais-je donc à faire avec un gosse ?!

### Déçu alors ?

**Frans Verhoeven.** Si tu t'inscris pour une action, ce n'est pas comme acheter une marchandise. J'ai décidé d'en tirer le meilleur parti. J'ai appris que ce jeune avait un ami. Je l'ai invité aussi. Ainsi, le Kurdistan et l'Afghanistan ont été jumelés par l'intermédiaire de deux jeunes diplomates de 14 et 15 ans ! Ils ne parlaient pas la

même langue, mais se comprenaient. Nous avons amené des décorations de Noël à la maison, allumé le feu ouvert et placé des côtes de mouton sur le grill. Ensemble, autour du feu, avec mon fils de 17 ans et deux invités. Tout d'un coup, le jeune Kurde demande : «Où est Madame ?» Plus tard, j'allais comprendre pourquoi cela l'angoissait...

### A quoi avez-vous passé votre temps ?

**Frans Verhoeven.** Les jours s'écoulaient doucement. On prenait plaisir à cuisiner ensemble, à faire un grill, la vaisselle, une petite excursion. De temps en temps, une partie d'échecs. Peu à peu, ils se sont sentis en confiance, se sont mis à rire. Et alors, les récits ont commencé. L'un d'eux venait de Kaboul. Sa maison a été détruite par un tir de fusées. Sa grand-mère est morte de frayeur. Alors, sa mère



Frans Verhoeven

a payé très cher un chauffeur de camion pour l'amener en fraude lui et son frère de 18 ans vers la Belgique. Ici, on les a séparés dès que possible. Le grand frère au Petit-Château, lui à Deinze. A la Noël, il y a eu un reportage TV sur les combats à Kaboul. Il voulait tout voir. Il a tout vu. Et

il a fait des cauchemars toute la nuit. Le père de son ami kurde était soupçonné d'appartenir au PKK. Les parents craignaient que leur maison soit rasée par l'armée turque. Alors, ils ont payé une forte somme pour le faire amener en Belgique où il serait en sécurité. On l'a balancé de nuit, complètement crevé et sans un sou, à la Dampoort à Gand. Comme un sac poubelle. Là, un boulanger l'a pris, l'a fait travailler pour lui et, en récompense, l'a violé. Jusqu'à ce que la gendarmerie vienne et l'emène dans un centre d'accueil de la Croix-Rouge. Il était logique qu'il tremble de peur en constatant qu'il se trouvait chez un homme vivant seul. Mais quand nous nous sommes séparés, il nous a étreints et embrassés à la manière kurde.

### Tu t'inscrirais encore à cette action ?

**Frans Verhoeven.** Certainement. Et je souhaite recommander à tout le monde d'accueillir un réfugié à Noël. Quand vous entendez leurs récits, vous comprenez que personne ne quitte sa maison et sa famille pour le plaisir.

## "Des amitiés au-delà des frontières"

### Jean-Claude, Marcinelle

Depuis longtemps, j'avais envie de participer à l'action de Noël. Comme je travaille dans une boulangerie, ce n'est pas toujours facile de se libérer à cette période. Finalement, l'année dernière, l'occasion s'est présentée. Bruno, jeune Togolais, et Marguerite, rwandaise, sont venus à la maison. Marguerite était accompagnée de son neveu de 6 ans et de sa nièce de 16 ans, tous deux orphelins depuis le génocide. Chez Bruno, j'ai ressenti

d'abord une petite appréhension. Mais après un premier coup de fil, il a repris le contact, et il est ensuite venu à la maison. Nous avons pris le repas en famille, et nos invités nous ont beaucoup parlé de leur vie. Bruno avait même apporté une petite brochure sur le Togo. Il nous a parlé des massacres, des emprisonnements, des tortures. Marguerite nous a expliqué un peu sa vie. Dans l'ensemble, j'ai ressenti chez eux beaucoup de gratitu-

de. Je pense que pour eux c'était très important d'être invités chez des Belges. Plus tard, nous sommes allés faire une promenade à Durbuy. On leur avait parlé de la plus petite ville d'Europe et ils étaient très enthousiastes à l'idée d'y aller. Pour mon amie, ce fut une expérience inoubliable. Elle voit toujours régulièrement Marguerite et de réels liens d'amitié se sont créés entre elles.



### Philippe (Charleroi) : Jaune ou noir, on n'est pas différent

Mon épouse et moi avons été invités l'année passée à une petite réception de Noël chez le docteur Geert Goderis de Médecine pour le Peuple, avec quatre copains de travail aux chemins de fer. Nous y avons accueilli un couple rwandais avec leurs enfants.

Une relation de confiance s'est immédiatement installée. Chacun avait apporté un petit cadeau pour les enfants, ce qui faisait chaud au coeur. L'homme et la femme se sont perdus

lors du génocide; ils sont venus en Europe chacun de leur côté. Ils se sont retrouvés en Allemagne et ont finalement été rapatriés en Belgique.

### Quand tu peux discuter avec les gens, les préjugés tombent

Pour moi, il s'agissait d'une rencontre très importante. Ici

on se fait de fausses idées sur les gens "de couleur". A mon boulot, j'entends de nombreux préjugés, comme "les étrangers sont des fainéants". Quand tu peux discuter avec les gens, ces préjugés tombent.

On se rend compte qu'ils ont tous les mêmes problèmes que nous, même pires, car ce qu'ils ont vécu, nous ne le vivons probablement pas. Comment oser en plus les dénigrer ? J'ai été étonné par

leur gentillesse, leur simplicité. Ils ont vécu des événements terribles, ils ont perdu une petite fille dans le génocide. Mais malgré cela, ils restent très humbles. On dirait qu'ils cachent leur douleur intérieure.

Quand j'entends des remarques racistes aux chemins de fer, je repense à tous ces souvenirs et je peux expliquer à mes camarades de travail à quel point il est important d'entrer en contact.